

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE
LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES DE L'AGENCE DE CONSTRUCTION
DES BÂTIMENTS ET EDIFICES PUBLICS
(ACBEP)
AU TITRE DE LA GESTION 2014**

GROUPE 5

RAPPORT DEFINITIF

AOÛT 2015

SIGLES ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité contractante
ACBEP	Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics
AGPM	Avis général de passation de marchés
AMI	Appel à manifestations d'intérêts
AOI	Appel d'offres international
AON	Appel d'offres national
AOO	Appel d'offres ouvert
AOR	Appel d'offres restreint
ARMP	Autorité de régulation des marchés publics
CM	Commission des marchés
CMP	Code des marchés publics
CPM	Cellule de passation de marchés
DCMP	Direction centrale des marchés publics
DRP	Demande de renseignement et de prix
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PI	Prestations intellectuelles
PPM	Plan de passation de marchés
PRM	Personne responsable du marché
TDR	Termes de référence
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine

SOMMAIRE

OPINION DE L'AUDITEUR	6
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES	11
1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :	11
1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :	13
1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :	13
1.2.2 La Commission des Marchés :	13
1.3 Les entités de régulation et de contrôle :	13
1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :	13
1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) :	14
1.4 Les seuils de passation des marchés :	14
1.5 Les modes de passation des marchés :	14
1.6 Les procédures de passation des marchés :	14
1.7 Les procédures d'approbation des marchés :	15
1.8 Les procédures d'exécution du marché :	15
1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :	15
2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE	17
2.1 Objectifs de la mission :	17
2.2 Méthodologie retenue :	18
2.2.1 Collecte préalable des données :	18
2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :	19
2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :	20
2.2.4 Constitution de l'échantillon :	20
2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :	20
3. Présentation de l'Autorité Contractante :	22
3.1 Missions :	22
3.2 Prérogatives :	22
3.3 Lettre de mission et contrat de performance :	23
3.4 Les Organes de l'ACBEP	23
3.5 Ressources et dépenses de l'ACBEP	23
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	26
4.1 La Commission des Marchés (CM) :	26

4.2	La Cellule de Passation des Marchés (CPM) :	26
4.3	Production de rapports trimestriels et du rapport annuel	26
5.	PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE L'ACBEP / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :	28
5.1	La Commission des marchés :	28
5.2	Convocation des membres aux réunions de la CM (Art. 39 du code) :	29
5.3	Besoin de formation :	32
5.4	Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :	32
5.5	La Cellule de passation des marchés :	32
5.6	Archivage des dossiers de passation des marchés au niveau de la CPM :	32
5.7	Production des rapports trimestriels et du rapport annuel :	33
5.8	Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés :	33
6.	SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES	35
6.1	Le Plan de Passation des Marchés (PPM) :	35
6.2	L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) :	35
6.3	La Structure d'Audit Interne :	35
6.4	La Comptabilité des Matières :	35
6.5	Tableau de synthèse des marchés passés par l'ARTP et de l'échantillon constitué :	36
7.	REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES :	38
7.1	Documents de programmation de la préparation des marchés :	38
	Plan de Passation des Marchés (PPM) :	38
	Avis General de Passation des Marchés (AGPM) :	39
7.2	Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés :	39
7.3	Comptabilité matières dans le processus de PM – Phase Exécution :	40
7.4	Reversement à l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation :	41
7.5	La personne responsable de marchés (PRM) :	42
7.6	CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES :	42
7.6.1	Echantillon :	42
7.6.2	Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée :	48
7.6.3	Marchés conclus par AOO :	48
7.6.4	Marchés conclus par AOR :	52
7.6.5	Marchés de prestations intellectuelles :	55
7.6.6	Marchés conclus par DRP :	55
7.6.7	Marchés passés par ententes directes :	62

7.6.8	Avenants :.....	62
7.6.9	Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) .	62
7.6.10	Marchés ayant fait l’objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l’ARMP :	62
7.6.11	Constats relatifs à l’exécution financière :	63
7.6.12	Constats relatifs à l’audit physique (matérialité, exécution physique) :	66
8.	SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS :	68
9.	SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES :	71
10.	STATISTIQUES DES ANOMALIES	74
ANNEXES :		77
1.1	Liste des marchés de l’ACBEP exécutés en 2014.....	77
1.2	Réponses de l’autorité Contractante :	80
1.3	Réponses du Cabinet aux commentaires de l’Autorité Contractante :	Error! Bookmark not defined.

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par l'**AGENCE DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS- ACBEP (ACBEP)**.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle de l'ACBEP ;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2014 par l'ACBEP et qui se chiffrent à :
 - F. CFA 1 191 045 871 soit 40 % des marchés passés en Appel d'Offres (AO),
 - F. CFA 74831356 soit 20 % des marchés passés par Appel d'Offres restreint (AOR),
 - F. CFA 139 277 978 soit 27 % des marchés passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

Constats à l'issue de nos travaux :

1- Au plan institutionnel :

L'organisation institutionnelle mise en place par l'ACBEP pour la gestion des marchés est appropriée. Cependant compte tenu du volume de travail, l'ACBEP doit renforcer le nombre de membres de la CPM.

Les membres des organes de gestion des marchés publics de l'ACBEP ont les capacités requises en matière de passation de marchés.

La plupart des membres de la CM et de la CPM ont suivi des formations en marchés publics organisées par le ministère de tutelle ou la Banque Mondiale. La plupart des chefs de projets sont formés en marchés publics.

Les autres membres doivent suivre la formation certifiant de l'ARMP

2- Au plan de la Passation des marchés :

Au terme de la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés, les constats suivants sont faits par la mission :

- ✚ Transmission des copies des déclarations de la charte de la transparence et d'éthique par les membres de la CM et de la CPM à l'ARMP non disponible ;
- ✚ DRP non mentionnées dans le PPM transmis à la DCMP ;
- ✚ Lettre d'invitation de DRP non transmise de façon simultanée aux cinq candidats ;
- ✚ Non utilisation du formulaire de PV d'ouverture des plis de l'ARMP ;
- ✚ Transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires non documentée ;
- ✚ Publication de l'attribution provisoire non documentée ;
- ✚ Délai d'exécution du marché non mentionné dans l'avis d'attribution provisoire publié ;
- ✚ Non respect du délai de 15 jours entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation ;
- ✚ Délai observé entre la date de soumission à l'approbation et la date d'approbation effective trop long ;
- ✚ Dans la publication de l'avis d'attribution définitive, il n'a pas été mentionné la date de l'attribution provisoire, le numéro du marché et le délai d'exécution ;
- ✚ Publication de l'attribution définitive non documentée ;
- ✚ Information des candidats non retenus non documentée ;
- ✚ Copies des garanties d'avance de démarrage et de bonne exécution de trois lots non classés.

A la suite des constats notés au cours de la mission, les recommandations suivantes ont été formulées :

- ✓ L'ACBEP doit veiller à documenter la transmission des copies des déclarations de la charte de la transparence et d'éthique par les membres de la CM et de la CPM à l'ARMP ;
- ✓ Devant cette situation (marché non inscrit dans le PPM), il faut toujours réviser le PPM avant de lancer le marché après publication au niveau du portail par la DCMP ;
- ✓ L'ACBEP veillera à transmettre simultanément les invitations aux cinq candidats invités ;
- ✓ La CPM mettra à la disposition de la CM le formulaire de PV d'ouverture des plis dont l'utilisation est obligatoire ;
- ✓ La CPM doit veiller à ce que la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires soit documentée avec l'élaboration d'un bordereau de transmission ;

- ✓ Prévoir dans le budget les frais de publication des avis d'attribution provisoire. Procéder à cette publication conformément à la réglementation ;
- ✓ L'ACBEP doit éviter cette erreur (Délai d'exécution du marché non mentionné dans l'avis d'attribution provisoire publié) avec le contrôle en interne de la CPM ;
- ✓ L'ACBEP doit veiller au respect du délai de 15 jours entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation. La CPM doit y veiller ;
- ✓ L'autorité d'approbation doit approuver les marchés dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande (Art.85 du nouveau code) ;
- ✓ La CPM veillera à ce que ces éléments (la date de l'attribution provisoire, le numéro du marché et le délai d'exécution) soient mentionnés dans les avis d'attribution définitive ;
- ✓ Prévoir dans le budget les frais de publication des avis d'attribution définitive. Procéder à cette publication conformément à la réglementation ;
- ✓ A la suite de chaque évaluation obligation est faite à l'AC d'informer les candidats non retenus :
 - Faire une lettre
 - Exiger accusé de réception
 - Classer dans le dossier
- ✓ La CPM doit veiller à au classement des copies des garanties d'avance de démarrage et de bonne exécution

Conclusion de l'auditeur :

L'ACBEP a mis en place les organes de gestion des marchés publics conformément à la réglementation. Cependant la CPM doit veiller à la documentation de toute la procédure de passation et d'exécution des marchés. Elle doit à la suite de cette revue mettre en place un plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations afin d'éviter à l'avenir les dysfonctionnements relevés.

Au plan des marchés, il n'a été noté aucune violation significative du Code des Marchés Publics.

La performance de l'ACBEP au titre de la gestion 2014 peut être considérée comme satisfaisante.

Fait à Dakar, le 10 Août 2015

Le Représentant du Groupement
Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY



Mamadou BARRY
Expert comptable - Auditeur
Membre de l'ONECCA

1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- ✚ **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- ✚ **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- ✚ **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- ✚ **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- ✚ **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- ✚ **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- ✚ **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- ✚ **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- ✚ **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ;

- ✚ **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- ✚ **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
- ✚ **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- ✚ **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les **seuils** en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- ✚ **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- ✚ **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- ✚ **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- ✚ **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- ✚ **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- ✚ De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :

1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par **l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

1.2.2 La Commission des Marchés :

L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

1.3 Les entités de régulation et de contrôle :

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) :

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

1.4 Les seuils de passation des marchés :

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

1.5 Les modes de passation des marchés :

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés (PPM)**, pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

1.7 Les procédures d'approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

1.8 Les procédures d'exécution du marché :

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Cellules de Passation des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2.1 Objectifs de la mission :

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;

- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- (ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- (x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- (xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- (xii). Formuler des recommandations.

2.2 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

2.2.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2014 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2014,
- La balance des fournisseurs prestataires 2014,
- La situation des paiements 2014,
- Tableau des marchés et commandes 2014,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2014,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2014,
- Les dossiers de consultation 2014,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2014,
- Les bons de commandes 2014,
- Les PV de réception 2014,
- Le livre des stocks 2014,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2014,
- Les habilitations des signataires des marchés 2014,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2014,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2014,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2014,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2014,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2014,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2014.

2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2013.

2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recouplement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2013 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2013 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2013 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2013;
- Rapport d'activités 2013 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2013 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2013 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recouplement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

2.2.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

3. Présentation de l'Autorité Contractante :

L'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics (ACBEP) est une structure pérenne bénéficiant d'une autonomie administrative et financière chargée de l'exécution des programmes de construction des ministères et de permettre, à cet effet, une plus grande efficacité d'utilisation de ressources financières. Elle est créée par décret n° 2011-657 du 1er juin 2011.

3.1 Missions :

L'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics a pour mission de :

- conduire les projets et travaux de construction de l'Etat ;
- mener les études techniques, y compris les études de faisabilité pour les projets de construction des bâtiments de l'Etat ;
- préparer les dossiers de recherche de financement pour les projets de construction de bâtiments de l'Etat ;
- prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde de l'environnement dans le cadre des travaux de construction ;
- conseiller et accompagner les collectivités locales dans la mise en œuvre des projets de bâtiments.

L'exécution de ces missions dans le cadre de l'Agence permettra, entre autres, d'aboutir à une plus grande capacité d'absorption des crédits du budget consolidé d'investissement, préalable à un respect des délais de réalisation des projets de construction.

3.2 Prérogatives :

De façon spécifique, l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices Publics est chargée de :

- réaliser le Projet du parc Culturel ;
- réaliser le Projet « Une Famille - Un Toit » ;
- conduire les projets et travaux de construction de l'Etat ;
- mener les études techniques, y compris les études de faisabilité pour tous les projets de bâtiments de l'Etat ;

- préparer les dossiers de recherche de financement pour les projets de construction de bâtiments de l'Etat ;
- prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde de l'environnement dans le cadre des travaux ;
- conseiller et d'accompagner les collectivités locales dans la mise en œuvre des projets de bâtiments.

3.3 Lettre de mission et contrat de performance :

Les activités de l'Agence sont définies par une lettre de mission et un contrat de performance arrêtés par le Ministre chargé de la Construction.

La lettre de mission et le contrat de performance définissent les objectifs assignés à l'Agence et précisent les indicateurs de performance attendus en termes de réalisations d'ouvrages de qualité.

La lettre de mission, le contrat de performance et le programme annuel constituent la base principale pour l'évaluation des performances de l'Agence et du Directeur général.

3.4 Les Organes de l'ACBEP

Les organes de l'Agence sont :

- le Conseil de Surveillance ;
- le Directeur général.

Le décret fixe les attributions du Conseil de Surveillance, sa composition, la nomination de ses membres, la durée de leur mandat, leur indemnité de session et son fonctionnement.

Le Décret n° 2011-657 du 1er juin 2011 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics (ACBEP) définit les modalités de nomination du Directeur général, ses attributions, sa rémunération et les règles régissant les personnels de l'agence.

3.5 Ressources et dépenses de l'ACBEP

La comptabilité de l'Agence est tenue en conformité avec les règles du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA).

Le règlement des dépenses de l'Agence se fait dans le respect de la double signature du Directeur général et de l'agent comptable.

Les ressources de l'Agence sont constituées par :

- une dotation budgétaire globale annuelle allouée par l'Etat pour son fonctionnement ;
- des fonds mis à disposition par les partenaires au développement en vertu de conventions et accords conclus avec le Gouvernement et destinés aux travaux de bâtiments ;
- des rémunérations versées par les bénéficiaires, en contrepartie des services fournis par l'Agence ;
- des subventions, dons, legs, ou libéralités faits par un Etat, des collectivités locales ou par tout autre organisme national ou international, conformément à la réglementation en vigueur.

Le Commissaire aux comptes nommé par le Conseil de Surveillance et dont les honoraires sont fixés par ledit conseil a pour mandat de réviser les comptes, d'en vérifier les valeurs afin de certifier la régularité et la sincérité des états financiers ainsi que les informations financières contenues dans les rapports du Directeur général.

L'Agence est soumise à la vérification des organes des Corps de contrôle de l'Etat, notamment l'Inspection des Affaires administratives et financières du Ministère chargé des Constructions, de l'Inspection générale des Finances, de l'Inspection générale d'Etat, de la Cour de Comptes, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4.1 La Commission des Marchés (CM) :

La Commission des Marchés a été mise en place dans les délais réglementaires conformément aux dispositions de l'arrêté n°012786 du 26 décembre 2012.

Les copies des déclarations de la charte de la transparence et d'éthique signées par tous les membres titulaires et suppléants de la commission des marchés avant le démarrage de leurs activités doivent être aussi communiquées à l'ARMP.

4.2 La Cellule de Passation des Marchés (CPM) :

La décision nommant le responsable CPM de l'ACBEP est la décision N°0003/MUH/ACBEP du 16 janvier 2014. L'ACBEP veillera au respect de la date du 5 janvier pour la transmission à la DCMP.

Les copies des déclarations de la charte de la transparence et d'éthique signées par les membres de la CPM avant le démarrage de leurs activités doivent être aussi communiquées à l'ARMP.

A l'exception du PPM, les avis et les autres documents relatifs à la passation des marchés ne sont pas insérés dans le système national informatisé de gestion des marchés (SYGMAP). Le contrôle – qualité des documents à soumettre à l'AC et aux tiers effectué en interne par la CPM doit être matérialisé.

4.3 Production de rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés publics ont été établis régulièrement mais n'ont jamais été transmis ni à la DCMP ni à l'ARMP.

Il en est de même du rapport annuel 2014 qui a été mis à la disposition de la mission

**5.REVUE DE L'ORGANISATION
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET
RECOMMANDATIONS
DETAILLES**

5. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE L'ACBEP / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :

5.1 La Commission des marchés :

Conformément à l'arrêté N° 26.12.2012*012786 du MEF pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics, l'ACBEP a mis en place une commission de marchés par décision N°001/MUH/ACBEP du 03 janvier 2014. Le nombre des représentants de la commission est respecté avec un représentant de la Tutelle et un représentant du Contrôle financier.

Pour chaque membre titulaire, il est désigné un suppléant. La mission n'a pas relevé d'incompatibilités dans désignation des membres de la commission.

Les membres de la commission sont de hiérarchie A1 à B. Ils procèdent à l'ouverture des plis, à l'évaluation des offres et à l'attribution provisoire des marchés de l'agence. Le secrétariat de la commission des marchés est tenu par un membre de la CPM.

5.2 Convocation des membres aux réunions de la CM (Art. 39 du code) :

SEANCES D'OUVERTURE DES PLIS

Réf	Marchés	Date ouverture des plis	Date de la convocation	Respect du délai de convocation (5 jours francs)		Mode de convocation	Accusé de réception	Observations
				OUI	NON			
HORS PPM	ETUDES ARCHITECTURALES POUR LE LYCEE TECHNIQUE DE SANDIARA	16-sept-14	11-sept-14		X			Formulaire de PV d'ouverture des plis utilisés
PPM 2013	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU CCR DE FATICK	21-janv-14	ND					
T-ACBEP-004	TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN 5 LOTS DES CFP ET CETP DE KAOLACK SINTHIOU BAMBANE DIAWARA TOUCAR AGNAM	08-avr-14	ND					
F-ACBEP-041	ACQUISITION FOURNITURES DE BUREAUX ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES POUR L'ACBEP	08-juil-14	03-juil-14		X			
T-ACBEP-050	TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DU CFP DE NDIAGANIAO	19-mai-14	13-mai-14	X				Respect du délai de 5 jours francs
PPM 2013	REHABILITATION DU CLAC DE MBORO ET DU THEATRE DE VERDURE DE JOAL	05-juin-14	ND					

SEANCES D'EVALUATION DES OFFRES

Réf	Marchés	Date évaluation des offres	Date de la convocation	Respect du délai de convocation (5 jours francs)		Mode de convocation	Accusé de réception	Observations
				OUI	NON			
HORS PPM	ETUDES ARCHITECTURALE S POUR LE LYCEE TECHNIQUE DE SANDIARA	02-oct-14	26-sept-14	X		convocation N°0531/MR HCV/ACB EP/CPM du 26 septembre 2014	Oui	Un mois s'est écoulé depuis la séance d'ouverture des plis faite le 16 septembre 2014. Donc non respect des dispositions de l'article 70 du code
PPM 2013	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU CCR DE FATICK	30-janv-14	ND	ND				Respect du délai de 15 jours pour l'attribution provisoire conformément à l'article 70
T-ACBE P-004	TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN 5 LOTS DES CFP ET CETP DE KAOLACK SINTHIOU BAMBANE DIAWARA TOUCAR AGNAM	23-avr-14	ND	ND				Attribution faite le 23 avril 2014
F-ACBE P-041	ACQUISITION FOURNITURES DE BUREAUX ET CONSOMMABLES	22-juil-14	17-juil-14		X	Convocation N° 0467/MUH/ACBEP/CP	Oui	

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

	INFORMATIQUES POUR L'ACBEP					M du 17 juillet 2014		
Réf	Marchés	Date évaluation des offres	Date de la convocation	Respect du délai de convocation (5 jours francs)		Mode de convocation	Accusé de réception	Observations
				OUI	NON			
T- ACBE P-050	TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DU CFP DE NDIAGANIAO	04-juin-14	30-mai-14		X	Convocatio n N° 0313/MUH/ ACBEP/CP M du 30 mai 2014	Oui	Evaluation le 22 mai 2014
HORS PPM	REHABILITATION DU CLAC DE MBORO ET DU THEATRE DE VERDURE DE JOAL	09-juin-14	05-juin-14		X	Convocatio n N° 0317/MRU HCV/ACB EP/CM-P du 05 juin 2014	Oui	

5.3 Besoin de formation :

Au vu des entretiens avec les différents organes et les constats notés par la mission, un renforcement des capacités des membres de la CPM s'impose. Compte tenu du volume de travail, la mission recommande le renforcement du nombre de membres de la CPM qui n'est composée que de deux agents. Le recrutement d'un Informaticien pour la création et la gestion d'une base de données des entrepreneurs, fournisseurs, et prestataires est nécessaire.

5.4 Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :

Les indemnités relatives à la tenue des réunions de la CM sont payées aux membres et au secrétaire de séance membre de la CPM conformément à l'arrêté 02.08.2013*012971 du MEF

Recommandations :

- Matérialiser la réception effective des convocations.
- Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.
- Archiver les convocations des réunions de la CM au niveau de la CPM.

5.5 La Cellule de passation des marchés :

Par décision N°0003/MUH/ACBEP du 16 janvier 2014 l'ACBEP a mis en place une CPM conformément à l'arrêté N° 26.12.2012*012 7 8 3 du MEF pris en application de l'article 35 du code des marchés publics Cette CPM est composée de 2 membres

La cellule qui dispose d'un équipement de la Banque Mondiale procède au classement et à l'archivage des documents relatifs aux marchés publics. Elle établit en début d'année un plan consolidé annuel de passation des marchés et un AGPM. Pour la gestion 2014, elle a procédé à la publication de l'AGPM dans le quotidien national "le Soleil" du 20 décembre 2013. Seul le PPM est posté dans le portail des marchés publics ; ce qui n'est pas le cas des avis et des autres documents relatifs à la passation des marchés.

5.6 Archivage des dossiers de passation des marchés au niveau de la CPM :

En application de l'arrêté N° 26.12.2012*012783 du MEF pris en application de l'article 35 du code des marchés publics, la CPM de l'ACBEP assure le classement et l'archivage des dossiers de passation de marchés. La CPM dispose d'équipements de classement sur financement de la Banque Mondiale.

Cependant, la mission a noté que le classement n'est pas fait de façon systématique. Aussi pour certains documents de mandés par la mission, la CPM était obligée de se référer à d'autres services de l'ACBEP.

Recommandations:

- Centraliser les documents de passation des marchés au niveau de la CPM.
- Respecter et appliquer la loi 2006-19 du 30 juin 2009 relative à l'archivage des documents administratifs ;
- Respecter et appliquer la résolution 23/09 du 08/04/09 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés ;
- Utiliser les équipements décrits dans le manuel d'archivage et de classement.

5.7 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel :

Les rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés publics ont été établis régulièrement mais n'ont jamais été transmis ni à la DCMP ni à l'ARMP.

Il en est de même du rapport annuel 2014 qui a été mis à la disposition de la mission

Recommandation :

- Transmettre les rapports trimestriels et le rapport annuel à la DCMP et à l'ARMP
- Documenter la transmission et la réception

5.8 Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés :

Tous les membres titulaires et suppléants de la commission des marchés ont signé la charte de la transparence et d'éthique. Les copies des actes de nomination des membres de la commission et des déclarations de la charte sont communiquées à la DCMP par lettre N° 0005/MUH/ACBEP/SP du 03 janvier 2013 donc avant le démarrage de leurs activités. La transmission à l'ARMP n'a pas été mise à la disposition de la mission.

Les membres de la CPM ont signé la charte de la transparence et d'éthique. Les copies des actes de nomination et de déclarations sont communiquées à la DCMP par lettre N° 0024/MUH/DG/DM du 16 janvier 2014. La transmission à l'ARMP n'a pas été prouvée.

**6.SYNTHESE DES
CONSTATS
A L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES

6.1 Le Plan de Passation des Marchés (PPM) :

La mission souligne que les trois marchés suivants ne sont pas mentionnés dans le PPM 2014 de l'agence.

- REHABILITATION DU CLAC DE MBORO ET DU THEATRE DE VERDURE DE JOAL
- TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU CCR DE FATICK
- ETUDES ARCHITECTURALES POUR LE LYCEE TECHNIQUE DE SANDIARA

6.2 L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) :

La mission n'a pas d'observation sur la publication du PPM qui a été faite bien avant la date butoir. L'ACBEP retiendra que cette date limite de publication de l'AGPM est ramenée au 15 janvier par le nouveau code.

6.3 La Structure d'Audit Interne :

L'ACBEP ne compte pas dans son équipe un auditeur interne.

6.4 La Comptabilité des Matières :

L'ACBEP a mis en place une commission de réception des fournitures et travaux. Cette commission de réception est créée par décision N° 003/MHCH/ACBEP du 16 janvier 2012. Le comptable matière est bien membre de la commission de réception

La comptable matière qui a suivi une formation à la direction du matériel et du transit administratif (DMTA) tient un certain nombre d'outils pour la gestion de la comptabilité matières :

- Procès-verbal de réception N° ... ;
- livre journal des matières ;
- bon d'entrée dans l'existant ;
- bon de sortie définitif ;
- fiche de consommation de stocks des matières du 1^{er} groupe ;
- fiche de consommation de stocks des matières du 2^{ème} groupe ;
- Inventaire individuel contradictoire.

Cependant, la mission a noté qu'aucun de ces documents ne donne le stock disponible d'une matière à temps réel.

6.5 Tableau de synthèse des marchés passés par l'ACBEP et de l'échantillon constitué :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	7	3 007 875 541	1	1 191 045 871
Appel d'offres restreint (AOR)	2	373 324 412	1	74 831 356
Prestations intellectuelles (PI)	0	0	0	0
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	17	518 997 015	4	139 277 978
Entente directe (ED)	0	0	0	0
TOTAL	26	3 900 196 968	6	1 405 155 205
			23% du total	36 % du total

**7.REVUE DETAILLEE
DES MARCHES /
CONSTATS DETAILLES**

7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES :

7.1 Documents de programmation de la préparation des marchés :

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des achats où figurent :

- Pour chaque acquisition, la fixation d'un objectif et d'une date butoir pour l'atteinte de cet objectif;
- La définition des étapes-clés qui doivent être franchies pour atteindre l'objectif dans les délais nécessaires pour chaque étape;
- En résultante de ce qui précède, la définition de la date limite pour le lancement des activités;
- L'identification des acteurs, des tâches confiées à chacun et des délais qui leur sont accordés;
- L'identification et la mise en place des moyens nécessaires à chaque acteur pour accomplir les tâches qui lui sont confiées;
- Le suivi permanent de la mise en œuvre.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

Plan de Passation des Marchés (PPM) :

La première version du PPM de l'ACBEP a été publiée sur le site des marchés publics, le 13 janvier 2014, soit avec un retard de prêt de deux semaines. La dernière version n° 22 n'a été postée sur le portail que le 26 décembre 2014. Donc le PPM a fait l'objet de 21 modifications. La dernière version a connu 12 suppressions. Ces différentes modifications tiennent principalement au fait que l'agence fait de la maîtrise d'ouvrage déléguée.

Recommandation :

- Eviter de passer un marché non inscrit dans le PPM ; les marchés à passer doivent être inscrits par l'AC dans le PPM conformément à l'article 6 du CMP et en respectant leurs intitulés pour éviter toute confusion.
- Veiller au respect du délai de transmission à la DCMP pour publication. Ce délai est fixé maintenant au 1^{er} décembre de l'année précédente.

Avis General de Passation des Marchés (AGPM) :

Au titre de la gestion 2014 l'ACBEP avait élaboré son AGPM pour la gestion 2014 qu'elle avait publiée dans le quotidien national "le Soleil" du 20 décembre 2013 de l'AGPM. Or le paragraphe 3 de l'article 6 du code en vigueur fixe la date butoir au 31 janvier de l'exercice.

7.2 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés :

Le CMP met à la charge de la structure de contrôle interne (audit interne, inspection, etc...) l'obligation de procéder au contrôle de la correcte application des procédures de passation des marchés par l'autorité contractante et d'en faire un rapport périodique à la direction générale.

Cette procédure, si elle est appliquée :

- Permettrait à l'autorité contractante de remédier à certains dysfonctionnements avant le démarrage des audits annuels de l'ARMP ;
- Faciliterait le travail des cabinets d'audit externe, en charge du contrôle a posteriori du respect des procédures de passation des marchés.

L'atteinte de ces objectifs présuppose :

- La mise en place d'une structure de contrôle interne au niveau de l'autorité contractante,
- La formation des membres de cette structure aux procédures de passation des marchés publics.

Il n'existe pas à l'ACBEP une structure d'audit interne.

Recommandation :

- Mettre en place une structure d'audit interne
- Impliquer les services d'audit interne aux missions externes de revue de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés.

- Prévoir dans les missions de la structure d’audit interne, la revue périodique, ou de manière inopinée, de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés.

7.3 Comptabilité matières dans le processus de PM – Phase

Exécution :

A titre de rappel, il convient de souligner l’importance de la tenue d’une correcte comptabilité des matières.

La Comptabilité des Matières permet à l’Autorité Contractante :

- de par la connaissance des consommations annuelles des services internes, de bien identifier les besoins de ces services en biens de stocks (consommables) et donc d’établir sur des bases fiables les prévisions d’achats à inscrire dans le PPM ;
- de moraliser les consommations de ces services et donc d’atteindre, entre autres, l’objectif **d’économie** poursuivi à travers les procédures de passation des marchés ;
- d’assurer un contrôle permanent sur les existants (équipements et stocks) détenus à la suite de l’exécution des marchés et ainsi d’éviter, les cas de soustraction frauduleuse de ces équipements et biens de stocks.

Cette comptabilité des matières présuppose :

- la tenue de **Bons d’Entrée** valorisés appuyant les PV de Réception et autres bons de livraison des fournisseurs ;
- la tenue de **Bons de Sortie** matérialisant les demandes internes des services en équipement et en consommables (stocks) ;
- la tenue de **Fiches Matières, d’un Journal et d’un Grand-Livre des Matières** indiquant les niveaux de stocks et la localisation géographique des équipements à l’intérieur de chaque service ;
- la nomenclature des matières (surtout les équipements) permettant d’identifier le service utilisateur de l’équipement et donc responsable en cas de manquant ou de détournement du bien ;
- l’organisation **d’inventaires périodiques** (annuels) pour recoller les existants physiques avec les données de la comptabilité des matières.

L'ACBEP a mis en place une commission de réception des fournitures et travaux. Cette commission de réception est créée par décision N° 003/MHCH/ACBEP du 16 janvier 2012. Le comptable matière est bien membre de la commission de réception

La comptable matière qui a suivi une formation à la direction du matériel et du transit administratif (DMTA) tient un certain nombre d'outils pour la gestion de la comptabilité matières :

- Procès-verbal de réception N° ... ;
- livre journal des matières ;
- bon d'entrée dans l'existant ;
- bon de sortie définitif ;
- fiche de consommation de stocks des matières du 1^{er} groupe ;
- fiche de consommation de stocks des matières du 2^{ème} groupe ;
- Inventaire individuel contradictoire.

Cependant, la mission a noté qu'aucun de ces documents ne donne le stock disponible d'une matière à temps réel.

Recommandation :

Mettre en place des fiches de stock permettant d'avoir à temps réel le solde de chaque bien (Entrée/Sortie/Solde) ; le logiciel Excel peut être utilisé à cet effet.

Manuel de procédures :

L'ACBEP dispose d'un manuel de procédures qui a été mis à la disposition de la mission. Ce manuel comporte un « Tome 3 : Chantiers et marchés ». La mission a noté que :

- la partie traitant la passation des marchés n'est pas assez développée ;
- l'approbation par le Ministère chargé des finances avec le montant fixé à l'article 29 du code ne ressort. Seules les approbations de la DG et du Président du Conseil de surveillance (PCS) apparaissent avec leur montant.

7.4 Reversement à l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation :

Pour la marché revu « TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN 5 LOTS DES CFP ET CETP DE KAOLACK SINTHIOU BAMBANE DIAWARA TOUCAR AGNAM » passé par la procédure d'AOO, le cout de vente du DAO était de F.CFA 50 000. Au total 31 candidats ont acquis le DAO ; soit une vente totale de F.CFA 1 550 000. Les 50% soit la somme de F.CFA 775 000

devait être reversée à l'ARMP. Ce qui n'est pas le cas. Au titre de la gestion 2014 aucun reversement n'a été effectué à l'ARMP.

7.5 La personne responsable de marchés (PRM) :

La Directrice Générale est personne responsable du marché au niveau de l'ACBEP. Conformément à l'article 2.1.C elle est nommée par Décret n° 2102-1251 du 5 novembre 2012 portant nomination du Directeur général de l'ACBEP.

La Directrice Générale approuve les propositions de la commission des marchés mais participe jamais aux travaux de cette commission. Pour les marchés pour lesquels la Directrice Générale est autorité d'approbation, la signature du marché est déléguée au SG.

7.6 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES :

7.6.1 Echantillon :

L'échantillon d'audit a été arrêté en prenant en compte les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

Dès l'arrivée de la mission à l'ACBEP, nous avons reçu du coordonnateur de la CPM le PPM pour la gestion 2014 et la liste des marchés passés au cours de cette même gestion avec le rapport final 2014.

Les tableaux ci-dessous et les graphiques font état des résultats de l'exploitation de ces deux documents.

Tableau 1 : Répartition des marchés planifiés par nature

Autorité contractante	Fournitures	PI	Services	Travaux	TOTAL
ACBEP	3	17	1	27	48
TOTAUX	3	17	1	27	48

Source: Mission d'audit

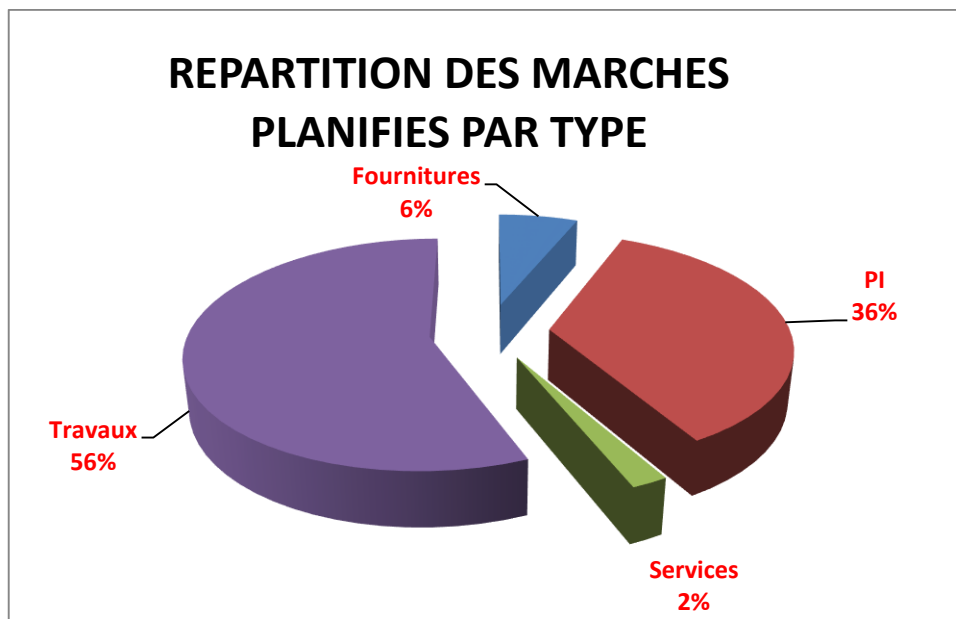


Tableau 2 : Répartition des marchés passé par nature

Autorité contractante	Fournitures	PI	Services	Travaux	TOTAL
ACBEP	1	9	0	16	26
TOTAUX	1	9	0	16	26

Source: Mission d'audit

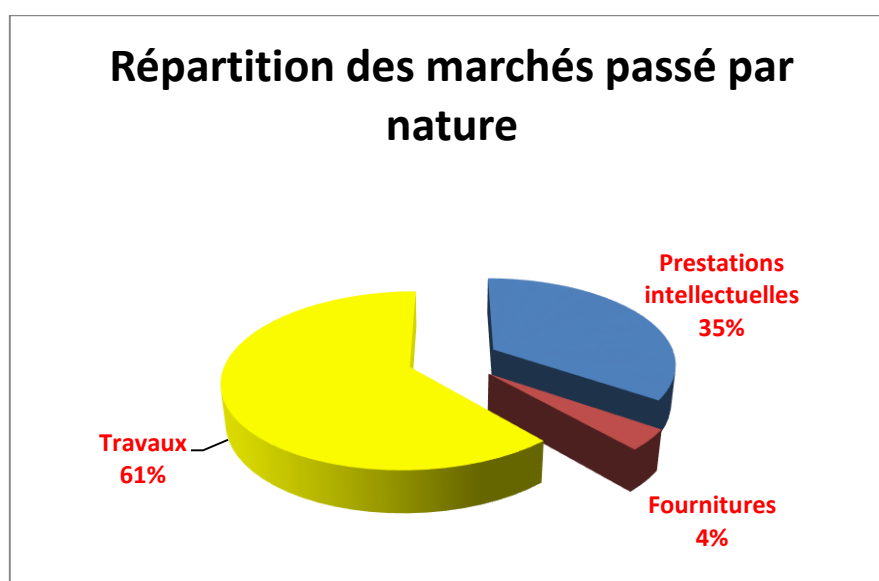


Tableau 3 : Taux d'exécution du PPM 2014

Marchés	Marchés prévus	Marchés passés	Taux d'exécution du PPM
Travaux	27	16	59
Fournitures	3	1	33
Services	1	0	0
PI	17	9	53
TOTAUX	48	26	54

Source: Mission d'audit

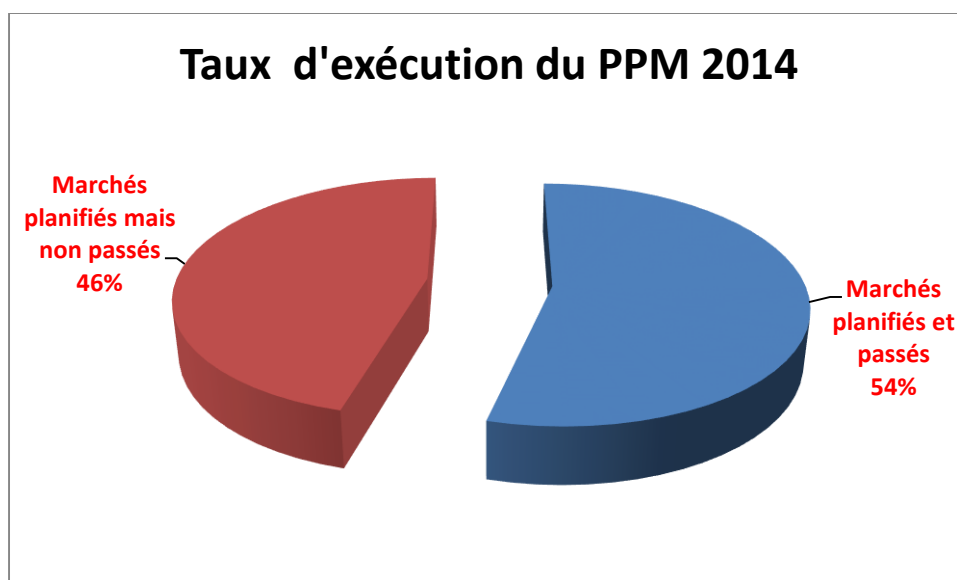


Tableau 4 : Répartition des marchés passés par mode de passation

Autorité contractante	Mode de passation				TOTAL
	ED	DRP	AOR	AOO	
ACBEP	0	17	2	7	26
TOTAUX	0	17	2	7	26

Source : Mission d'audit

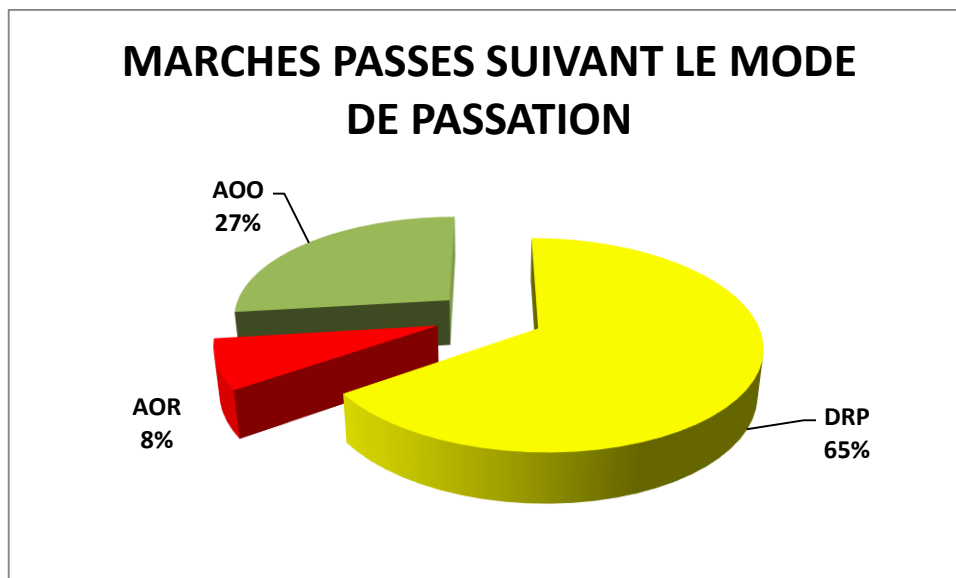


Tableau 5 : Echantillon

ECHANTILLON	Marchés passés	%	Echantillon minimal
Entente directe	0	100%	0
DRP	17	25%	4
Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP	6	15%	1
Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation	3	25%	1
TOTAUX	26		6

Source: Mission d'audit

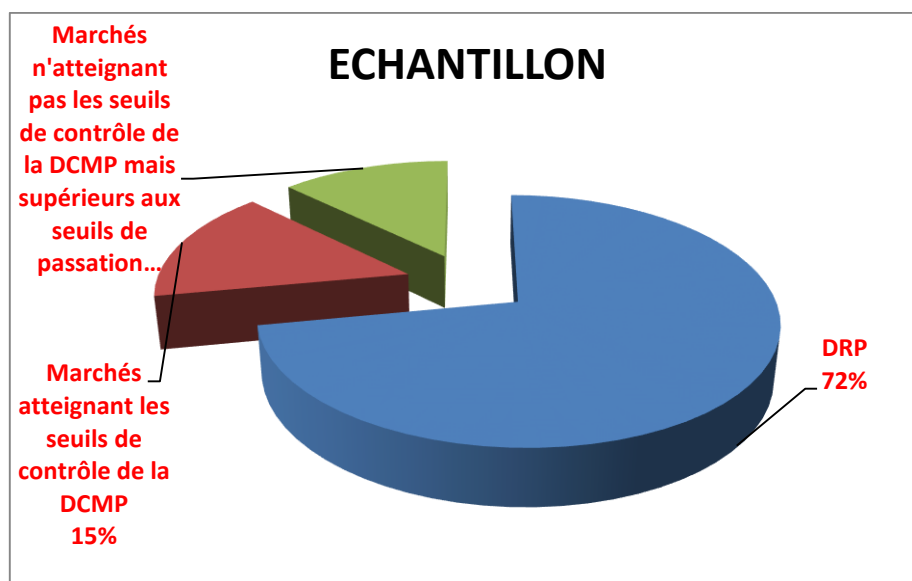


Tableau 6 : Marchés à contrôler

N° rapport annuel	PROCEDURE	PROJET	TYPE DE MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT	DATE D'ATTRIBUTION
1	DRP	ETUDES ARCHITECTURALES POUR LE LYCEE TECHNIQUE DE SANDIARA	PRESTATIONS INTELLECT TRAVAUX	NDIOBA ARCHICONS	29 677 000	02/10/14
3	AOR	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU CCR DE FATICK	TRAVAUX	SARRE CONS	74 831 356	30/01/14
5	AOO	TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN 5 LOTS DES CFP ET CETP DE KAOLACK SINTHIOU BAMBANE DIAWARA TOUCAR AGNAM	TRAVAUX	ETPE: LOT1 EGBTP TOUBA: LOT 2 ETGB :LOT3 ETK :LOT4 SEBTPA: LOT5	235 436 076 248 881 284 245 826 346 225 595 221 235 306 944	23/04/14
12	DRP	ACQUISITION FOURNITURES DE BUREAUX ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES POUR L'ACBEP	FOURNITURES	GLOBUS SARL	10 000 000	26/05/14
15	DRP	TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DU CFP DE NDIAGANIAO	TRAVAUX	CETAME EQUIPEMENT	49 795 798	04/06/14
18	DRP	REHABILITATION DU CLAC DE MBORO ET DU THEATRE DE VERDURE DE JOAL	TRAVAUX	GENIE CAP	49 805 180	24/06/14

7.6.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée :

Conformément à l'article 53 du code, les seuils de passation applicables à ACBEP sont :

- Marchés de travaux : 50 Millions ;
- Marchés de services et fournitures courantes : 30 Millions ;
- Marchés de prestations intellectuelles : 30 Millions.

7.6.3 Marchés conclus par AOO :

Le nombre total de marchés passés suivant la procédure d'appels d'offres ouverts (AOO) est de 7 pour un montant de F.CFA 3 007 875 541 ; soit 77% de la dépense au titre de la gestion 2014.

Le nombre de marchés passés suivant la procédure d'appels d'offres ouverts (AOO) examiné dans le cadre des travaux de la mission s'élève à un (01), représentant 30,54% en valeur des marchés conclus au cours de la gestion 2014.

Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP :**Examen du DAO**

Pour ce marché, la mission n'a pas pu déterminer si le DAO a atteint le seuil de contrôle dans la mesure où le montant des 5 lots est globalisé dans le PPM pour une somme de F.CFA 1 200 000 000. Cependant, la mission a noté que ce marché a fait l'objet d'une revue a priori du DAO.

Examen du rapport d'analyse

Marchés	Examen du rapport d'analyse	
	Montant du marché	Seuil de contrôle DCMP
Travaux de construction en 5 lots des CFP et CETP de Kaolack Sinthiou Bambane DiawaraToucar Agnam lot 1	235 436 076	200 000 000
Travaux de construction en 5 lots des CFP et CETP de Kaolack Sinthiou Bambane DiawaraToucar Agnam lot 2	248 881 284	200 000 000
Travaux de construction en 5 lots des CFP et CETP de Kaolack Sinthiou Bambane DiawaraToucar Agnam lot 3	245 826 346	200 000 000
Travaux de construction en 5 lots des CFP et CETP de Kaolack Sinthiou Bambane DiawaraToucar Agnam lot 4	225 595 221	200 000 000
Travaux de construction en 5 lots des CFP et CETP de Kaolack Sinthiou Bambane DiawaraToucar Agnam lot 5	235 306 944	200 000 000

Examen juridique et technique

Aucun marché n'a atteint le seuil de contrôle a priori de la DCMF

- **TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN 5 LOTS DES CFP ET CETP DE KAOLACK SINTHIOU BAMBANE DIAWARA TOUCAR AGNAM**

Lot 1 : T2344/14, Lot 2 : T2347/14, Lot 3 : T2346/14, Lot 4 : T2345/14, Lot 5 : T0034/15.		
<ul style="list-style-type: none"> - Souscrit le : 07 Aout 2014 - Lot 1, 2, 3 & 4 approuvés le : 12 Décembre 2014 - Lot 5 approuvé le : 08 Janvier 2015 - Lot 2 notifié le : 22 Décembre 2014 - Lot 1, Lot 3, Lot 4 notifiés le : 18 Décembre 2014 - Lot 5 notifié le : 14 Janvier 2015 		
Délai d'exécution : 12 mois		
Travaux de construction en 5 lots de centres d'enseignement technique		
Lot 1 CETP Kaolack, Lot 2 CFP Sinthiou Bambane, Lot 3 CFP Diawara, Lot 4 CFP Toucar, Lot 5 CFP Agnam		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Lot 1 :	ETPE , 5, Rue Felix Eboue Dakar, Tél. : 33 842 64 74/77 655 74 14, RC: 137A84 CC: 019333/E, NINEA: 0050427 2J1.	235 436 076
Lot 2 :	EGBTP , Touba, Tél. : 33 978 44 92, 77 630 33 40	248 881 284
Lot 3 :	ETGB , Rue 6X7 Médina Dakar, Tél.: 33 842 67 00, 77 452 95 92, RC: SN DKR 2003 B 7721, NINEA: 226 97 11 2B2.	245 826 346
Lot 4 :	ETK , Rue, Alioune B Mbengue x Bd S Diouf, Tél.: 33 949 12 60, RC: N°9642 CC: 099835K, NINEA: 0089161 2N 1.	225 595 221
Lot 5 :	SEBTPA , Cité Bagdad Villa N°08 GS, Tél. : 967 33 43, 639 08 20, RC: SN LGA 2011 M 0123, NINEA : 26111782H2.	235 306 944

- Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMF
- Le marché n'est pas spécifiquement mentionné dans l'Avis Général de Passation des marchés qui a été publié à la date du 20 décembre 2013. Il y est, toutefois, mentionné les travaux de construction d'infrastructures pédagogiques

- Le dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal.
- L'avis d'AO a été publié dans le quotidien « le Soleil » du 06 Mars 2014.
- **Il est précisé dans l'Avis d'AO que pour plus d'efficacité, une entreprise ne peut être attributaire de plus d'un lot.**
- Le délai accordé pour le dépôt des offres a été de 32 jours. Date de lancement : 06 Mars 2014. Date limite de dépôt des offres : 08 Avril 2014
- Les offres ont été ouvertes à la date du 08 Avril 2014 à 10 heures, en présence des membres de la commission des marchés et des soumissionnaires. L'ouverture des plis a consisté au contrôle des pièces administratives et à la lecture des offres en TTC. Le président de la commission a donné un délai d'une semaine pour compléter les pièces administratives manquantes. Il n'a pas été reçu de plis en dehors des délais.
- Les membres de la commission des marchés ayant procédé à l'ouverture des offres ont été ceux nommés par décision N°00001MUH/ACBEP du 03 Janvier 2014
- Les documents attestant de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne nous ont pas été transmis
- La conformité des offres a été vérifiée.
 - ✓ **Lot 1** : l'offre évaluée conforme la moins disant a été retenue.
 - ✓ **Lot 2** : le deuxième moins disant évaluée conforme a été retenu, du fait que le premier moins disant est le titulaire du lot 1.
 - ✓ **Lot 3** : le deuxième moins disant évaluée conforme a été retenu, du fait que le premier moins disant est le titulaire du lot 1.
 - ✓ **Lot 4** : l'offre évaluée conforme la moins disant a été retenue.
 - ✓ **Lot 5** : l'offre évaluée conforme la moins disant a été retenue.
- **Il est précisé dans l'Avis d'AO que pour plus d'efficacité, une entreprise ne peut être attributaire de plus d'un lot.**
- Les critères de qualification ont été pris en compte
- Le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 15 jours. Date d'ouverture des offres : 08 Avril 2014. Date approbation du rapport d'évaluation : 23 Avril 2014.
- L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal « Le Soleil » du 18 Juin 2014.
- Les mentions incluses dans l'Avis d'attribution provisoire ont été les suivantes : la référence de l'appel d'offres, la date de publication de l'AO, la dénomination du marché, le nombre d'offres reçues et l'identité des candidats, le nom des attributaires provisoires du marché, le montant des offres retenues en TTC. Il faut préciser que le délai d'exécution du marché n'a pas été mentionné dans l'avis publié
- Les marchés signés sont conformes au projet contenu dans le DAO
- Les marchés ont été approuvés par le Ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, des Finances et du Plan chargé du Budget et par délégation Le Directeur de Cabinet, puisque supérieurs à 150 000 000 F CFA ; comme stipulé à l'article 29 alinéa 3.
- Les marchés ont été présentés à l'approbation à la DCMP à la date du 03 Novembre 2014. L'attribution provisoire a été publiée à la date du 18 Juin 2014 d'où un écart de 4,5 mois.
- Les délais observés pour l'approbation ont été les suivants :

- ✓ Lot 1,2,3 et 4 : 39 jours les marchés ont été introduits à l’approbation à la date du 03 Novembre 2014 et l’approbation a été effectuée à la date du 12 Décembre 2014
- ✓ Lot 5 : 65 jours, le marché a été introduit à l’approbation à la date du 03 Novembre 2014 et l’approbation a été effectuée à la date du 08 Janvier 2015.
- Les candidats non retenus ont été avisés à la date du 07 Juillet 2014.
- La notification de l’attribution provisoire est datée du 07 Juillet 2014 pour les 5 lots, avec un accusé de réception daté du 08 Juillet 2014 pour le lot 2, 5 et du 10 Juillet pour le lot 4.
- Les marchés ont été notifiés par la DCMP à la date du 18 Décembre 2014 pour les lots 1,3 et 4, à la date du 22 Décembre 2014 pour le lot 2 et à la date du 14 Janvier 2015 pour le lot 5.
- L’attribution définitive a fait l’objet de publication dans le journal « Le Soleil » du 26 Janvier 2015.
- Les mentions inclues dans l’Avis d’attribution définitive ont été les suivantes : La référence de l’appel d’offres, la dénomination du marché, la date de lancement du marché, le nombre d’offres reçues, le montant des attributions en TTC et le nom des attributaires par lot.
- Dans la publication de l’attribution définitive du marché, il n’a pas été mentionné la date de l’attribution provisoire, le numéro des marchés et le délai d’exécution
- Les seuils de contrôle de la DCMP ont été atteints. Ainsi la DCMP a émis les avis suivants :
 - Avis de non objection sur le dossier d’AO à la date du 27 Février 2014 par courrier N°000953/MEF/DCMP/22.
 - Avis de non objection sur le rapport d’évaluation des offres et PV d’attribution provisoire à la date du 16 Juin 2014 par courrier 003196/MEF/DCMP.
 - Avis favorable relatif à l’approbation de projets de marché du 07 novembre 2014.
- Les garanties qui nous ont été présentées ont été les suivantes :
 - Lot 2 : Garantie de bonne exécution établie par le Crédit Agricole à la date du 30 Janvier 2015 pour le compte de EGBTP dans la limite de 12 444 064 F CFA. Cette garantie s’éteindra 28 jours après la date de délivrance du Certificat de transfert de possession.
 - Garantie d’avance de démarrage établie par le Crédit Agricole à la date du 30 Janvier 2015 pour le compte de EGBTP dans la limite de 42 183 268 F CFA. Cette garantie s’éteindra dès réception d’une copie du Certificat de paiement intérimaire indiquant que 80% du prix du Contrat a fait l’objet de certificats de paiements.
 - Lot 5 : Garantie de bonne exécution établie par la CBAO à la date du 05 Février 2015 pour le compte de SEBTPA dans la limite de 11 765 347 F CFA. La garantie expire le 05 Février 2016. Garantie d’avance de démarrage établie par la CBAO à la date du 05 Février 2015 pour le compte de SEBTPA dans la limite de 47 061 388 F CFA. La garantie expire le 05 Février 2016 ou sur réception d’une copie de la présente caution avec la mention *Bon Pour Main Levée*.

- Garanties de bonne exécution et d'avance de démarrage des Lots 1, 3 et 4 non remises à la mission
- Les documents relatifs à la réception des marchés ne nous ont pas été transmis.
- La situation des paiements afférents au marché se présente comme suit :
 - Lot 2 : 42 183 268 F CFA à la date du 18/02/2015 pour EGBTP Sinthiou Bambane.
 - Lot 5 : 47 061 389 F CFA à la date 19/02/2015 pour SEBTPA Agnam.
- La procédure de passation n' a pas fait l'objet de recours

Recommandations :

- Utiliser désormais le formulaire de PV d'ouverture des plis de l'ARMP
- Documenter la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires avec accusé de réception à classer dans le dossier
- Publier l'attribution du marché dans le délai réglementaire
- Respecter le délai réglementaire d'approbation des marchés
- Veiller à ce que le contenu de l'avis d'attribution définitive soit conforme au modèle de l'ARMP
- Classer les Garanties de bonne exécution et d'avance de démarrage dans les dossiers des marchés
- Etablir à la suite de chaque réception un PV signé par les deux parties et le classer dans le dossier

Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP :

Le seul marché passé par AOO a atteint le seuil de contrôle de la DCMP.

7.6.4 Marchés conclus par AOR :

Le nombre de marchés passés suivant la procédure d'appels d'offres restreints (AOR) examiné dans le cadre des travaux de la mission s'élève à un (01), représentant 2 % en valeur des marchés conclus au cours de la gestion 2014.

• TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU CCR DE FATICK

T0681/14		
Travaux d'achèvement du Centre Culturel Régional de Fatick		
<ul style="list-style-type: none">- Souscrit le : 28 Avril 2014- Approuvé le : 06 Mai 2014- Notifié le :- Délai d'exécution : 4 mois		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Travaux d'achèvement du Centre Culturel Régional de Fatick	SARRE-CONS SUARL , 6757 SICAP Liberté VI, Tél. : 33 867 30 70, FAX : 33 867 48 90, RC : SN DAKAR 2007 B 3776, NINEA : 2671726 2R2.	74 831 356

- Le marché n'est pas indiqué dans le PPM transmis à la DCMP en 2014
- Le marché n'est pas indiqué dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'ACBEP en 2014. Il est mentionné sur la lettre d'invitation que ce marché fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le quotidien « Le Soleil » du 07 Janvier 2013.
- Le dossier d'appel d'offres est constitué par les éléments suivants : lettre d'invitation, les instructions aux candidats, les données particulières de l'appel d'offres, les formulaires de soumission, le cahier des prescriptions techniques particulières, le cahier des clauses administratives et générales (CCAG), le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et les formulaires du marché.
- Les critères de qualification utilisés ont été :
- la fourniture d'une attestation de ligne de crédit d'un montant de 16 000 000 F CFA, 01 Technicien supérieur en génie civil avec 10 ans d'expérience conducteur des travaux, 01 Technicien supérieur en Génie Civil avec 5 ans d'expérience chef de chantier, disposer d'une bétonnière de 500 l, d'un camion 16 m³, d'une camionnette, un chiffre d'affaire moyen pour des travaux de génie civil au cours des trois dernières années au moins égal à 64 000 000 F CFA, une expérience d'entrepreneur principal ou de sous traitant de travaux correspondant à, au moins au cours des 3 dernières années, un marché avec une valeur minimum de 80 000 000 F CFA, une attestation de paiement des redevances de l'ARMP et une garantie de soumission de 1 600 000 F CFA.
- Le dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- Les candidats inscrits sur la liste restreinte ont été au nombre de 3, il s'agit :
 - ✓ GTC, Bopp Rue 8 n° 267, Tél. : 77 569 25 77, 70 569 25 77, RC : SN DKR 2008 A 9043, NINEA : 2850479 2C1.
 - ✓ SARRE-CONS, 6757 SICAP Liberté VI, Tél. : 33 867 30 70, FAX : 33 867 48 90, RC : SN DAKAR 2007 B 3776, NINEA : 2671726 2R2.
 - ✓ EGMBTV, Zone SONEPI lot 30, Tél. : 824 37 47, Fax : 824 90 98, RC : 12112 KK 0114880KK, NINEA : 0009276-2M1.
- Les modalités de paiement de la garantie de soumission de 1 600 000 F CFA n'ont pas été indiquées par l'ACBEP sur la lettre d'invitation comme stipulé à l'article 74.2 du code
- Le délai accordé pour le dépôt des offres a été de 16 jours. Date de la lettre d'invitation : 27 Décembre 2013. Date limite de dépôt des offres : 13 Janvier 2014
- Il a été précisé sur la lettre d'invitation que les offres devaient être ouvertes le 16 Janvier 2014 à 10 heures. A la date du 08 Janvier 2014 le président de la commission des marchés a reporté, par courrier N°0006MUH/ACBEP/CPM, la date d'ouverture des plis au 21 Janvier 2014 à 10 heures. Les offres ont été ouvertes à la date du 21 Janvier 2014 en présence des membres de la commission des marchés. L'ouverture des offres a consisté à la lecture des offres des candidats et à la vérification des pièces administratives. Il n'a pas été fait mention de plis reçus hors délai.
- Les membres de la commission des marchés ont été ceux nommés par décision N°00001MUH/ACBEP du 03 Janvier 2014.

- La garantie de soumission a été prise en compte.
- Les documents attestant de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne nous ont pas été transmis
- Le marché a été attribué à l'offre évaluée conforme, la moins disant et dont le candidat répond aux critères de qualification.
- La conformité des offres a été vérifiée. Les critères de qualification ont été pris compte, il s'agit :
 - D'être qualifié et classé à la catégorie C par la commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP,
 - de disposer d'un montant minimum de liquidités (ligne de crédit), facilité de crédit net de tous autres engagements contractuels d'au moins 16 000 000 de F CFA,
 - de disposer d'un technicien supérieur en génie civil ou équivalent, 5 ans d'expérience en qualité de conducteur des travaux,
 - de disposer du matériel de chantier 01 bétonnière de 500 litres, 01 camion de 16 m3 et une camionnette,
 - d'avoir un chiffre d'affaires moyen des trois dernières années, en travaux, au moins égal à 64 000 000 F CFA,
 - d'avoir exécuté de manière satisfaisante et terminée, en tant qu'entrepreneur, ou sous traitant dans au moins deux marchés au cours des trois dernières années d'une valeur minimum de 80 000 000 F CFA.
- Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés
- Le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 09 jours. Date d'ouverture des offres : 21 janvier 2014. Date d'approbation du rapport d'évaluation : 30 janvier 2014.
- Les documents attestant de la publication de l'attribution provisoire ne nous ont pas été transmis.
- Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO
- Le marché a été approuvé par le Président du Conseil de Surveillance comme stipulé à l'article 29.3.
- Le délai observé pour l'approbation a été de 22 jours. Date de soumission à l'approbation 14 Avril 2014. Date d'approbation 06 Mai 2014.
- Le marché a été notifié au titulaire à la date du 01 Avril 2014, par courrier N°0210MUH/ACBEP/DG/DM, avec accusé de réception à la même date et cachet du fournisseur. Le marché a été notifié à l'entreprise GTC à la date du 01 Avril 2014, par courrier N°0212MUH/ACBEP/DIV-Marchés, avec cachet de l'entreprise, pour rejet. L'entreprise EGMBTV a été avisée à la date du 01 Avril 2014 de sa non sélection par courrier N°0211/MUH/ACBEP/DIV-Marchés, avec un accusé de réception à la même date.
- Les documents attestant de la publication de l'attribution définitive ne nous ont pas été transmis.
- Accord de la DCMP par courrier N°6563/MEF/DCMP/DCV/04 du 05 Décembre 2013 à passer un marché par appel d'offres restreint en procédure d'urgence. Les seuils de contrôle de la DCMP n'ont pas été atteints. Toutefois, la DCMP a émis un avis de non objection sur le rapport d'analyse des offres et le PV d'attribution provisoire du marché (N°001573MEF/DCMP/DCV/46 du 28 Mars 2014). La DCMP a émis un avis de non objection sur le DAO à la date du 24 Décembre 2013.
- La garantie de bonne exécution ne nous a pas été présentée

- Les documents relatifs à la réception ne nous ont pas été présentés, alors que l'ordre de service de démarrage (N°008/2014) est daté du 19 Mai 2014.
- Paiement à la date du 18 Juin 2014 de 41 444 372 F CFA, relatif au premier décompte du 10 Juin 2014, par chèque N°0175806 du Trésor.
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

Recommandations :

- Utiliser de Lettre d'invitation type de l'ARMP (Article 74.2 du code)
- Documenter la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires avec accusés de réception à classer dans le dossier
- Publier obligatoirement l'attribution provisoire des marchés
- Classer les copies des garanties dans le dossier du marché
- A la suite de chaque réception établir un PV de réception signé par les deux parties et le classer dans le dossier de marché.

7.6.5 Marchés de prestations intellectuelles :

Le seul marché de prestations intellectuelles examiné par la mission est passé par la procédure de DRP

7.6.6 Marchés conclus par DRP :

Le nombre de marchés passés suivant la procédure de Demandes de renseignements et de prix (DRP) examiné dans le cadre des travaux de la mission s'élève à quatre (04), représentant 3,57 % en valeur des marchés conclus au cours de la gestion 2014.

• **ETUDES ARCHITECTURALES POUR LE LYCEE TECHNIQUE DE SANDIARA**

Références du marché (Nom/N°/Date) : N° NON FOURNIE ETUDES ARCHITECTURALES POUR LE LYCEE TECHNIQUE DE SANDIARA		
Lot	Titulaire	Montant <i>FCFA TTC</i>
ETUDES ARCHITECTURALES POUR LE LYCEE TECHNIQUE DE SANDIARA	CABINET CRAZYLINE NDIOBA ARCHICONS, Sacré Cœur III – VDN Villa N°10134 - DAKAR	29 677 000

- La DRP n'est pas mentionnée dans le PPM transmis à la DCMP
- La DRP n'a pas fait l'objet de publication spécifique
- Le délai accordé pour le dépôt des offres est correct. La lettre d'invitation est datée du 01 Septembre 2014. La date limite de dépôt des offres a été fixée au 16 Septembre 2014 à 10heures
- La liste et adresse des candidats présélectionnés est la suivante :

- CABINET ARHI KIANDI, Quartier Carrière N°233 – THIES (lettre N°0689)
 - CABINET A2M, Immeuble 07 Zone A – DAKAR (lettre N°0699)
 - CABINET CRAZYLINE NDIOBA ARCHICONS, Sacré Cœur III – VDN Villa N°10134 – DAKAR (lettre N°0700)
 - CABINET AURIAS, Cité Fadia N°189 – DAKAR (lettre N°0701)
 - CABINET ARCHI ART CONCEPT, Amitié 3 Villa N°4432 – DAKAR (lettre N°0702)
- Les lettres de la réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés ont été fournies et datées entre le 04 et 08 Septembre 2014.
 - Les offres reçues ont été au nombre de cinq (05). Candidats ayant déposé une offre :
 1. CABINET ARHI KIANDI, Quartier Carrière N°233 – THIES
 2. CABINET A2M, Immeuble 07 Zone A – DAKAR
 3. CABINET CRAZYLINE NDIOBA ARCHICONS, Sacré Cœur III – VDN Villa N°10134 – DAKAR
 4. CABINET AURIAS, Cité Fadia N°189 – DAKAR
 5. CABINET ARCHI ART CONCEPT, Amitié 3 Villa N°4432 – DAKAR
 - Les offres des devis estimatifs n'ont pas été archivées
 - Les offres ont été ouvertes à la date du 16 Septembre 2014 à 10H par les membres de la commission des marchés.
 - Le marché a été attribué à l'offre évaluée conforme la moins disant.
 - La notification de l'attribution du marché n'est pas documentée
 - La DRP a fait l'objet d'un contrat de services de consultants entre l'ACBEP et le CABINET CRAZYLINE NDIOBA ARCHICONS. Le contrat est daté du 03 Novembre 2014. Le délai d'exécution est de douze (12) mois.
 - Le PV de réception n'est pas classé dans le dossier
 - Les documents attestant du paiement du marché ne sont pas fournis
 - La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

Recommandations :

- Transmettre de façon simultanée la lettre d'invitation aux candidats invités
- Documenter la notification avec accusé de réception à classer dans le dossier
- Etablir à la suite de chaque réception un PV signé par les deux parties et le classer
- Classer tous les documents attestant des paiements du marché.

• **ACQUISITION FOURNITURES DE BUREAUX ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES POUR L'ACBEP**

N°T 0620/14 (F-ACBEP-041)		
ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES		
Montant du marché :10 000 000 F CFA TTC		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
LOT1 : FOURNITURES DE BUREAU	GLOBUS SARL, Hann Mariste cité orange N°71	
LOT2 : CONSOMMABLES INFORMATIQUES	GLOBUS SARL, Hann Mariste cité orange N°71	

- La DRP est mentionnée dans le PPM transmis à la DCMP
- La DRP n'a pas fait l'objet de publication spécifique
- Le délai accordé pour le dépôt des offres est suffisant. La lettre d'invitation est datée du 12 Mai 2014. La date limite de dépôt des offres a été fixée au 08 Juillet 2014 à 10heures.
- La liste et adresse des candidats présélectionnés est la suivante :
 - LAYE DISTRIBUTION ET SERVICES, HLM 2 N°621 DAKAR (lettre N°0331)
 - GLOBUS SARL, Hann Mariste cité orange N°71 DAKAR (lettre N°0332)
 - DIAMA SERVICE, Zone A N°29 DAKAR (lettre N°0333)
 - EBOS, Grand Mbao - DAKAR (lettre N°0334)
 - GIE KEUR CHEIKH IBRA, Sacré Cœur 3 N°9766 DAKAR (lettre N°0335)
- Les lettres de la réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés ont été fournies et datées du 12 Mai 2014.
- Les offres reçues ont été au nombre de cinq (05). Candidats ayant déposé une offre :
 - LAYE DISTRIBUTION ET SERVICES, HLM 2 N°621 DAKAR (lettre N°0331)
 - GLOBUS SARL, Hann Mariste cité orange N°71 DAKAR (lettre N°0332)
 - DIAMA SERVICE, Zone A N°29 DAKAR (lettre N°0333)
 - EBOS, Grand Mbao - DAKAR (lettre N°0334)
 - GIE KEUR CHEIKH IBRA, Sacré Cœur 3 N°9766 DAKAR (lettre N°0335)
- Les offres des devis estimatifs n'ont pas été archivées
- Les offres ont été ouvertes à la date du 08 Juin 2013 à 10H par les membres de la commission des marchés.

- Le marché a été attribué à l'offre évaluée conforme la moins disant pour les deux lots le 22/07/2014.
- Le rapport d'évaluation des offres n'est pas disponible
- La notification de l'attribution du marché n'est pas documentée
- La DRP a fait l'objet d'un contrat par une lettre de marché du 20 Octobre 2014 entre l'ACBEP et l'entreprise GLOBUS SARL et approuvé par le DG de l'agence le 27 Octobre 2014. Le contrat est daté du 20 Octobre 2014 et approuvé le 27 Octobre 2014. Le délai d'exécution est de quinze (15) jours.
- La commission a constaté que les fournitures de bureau et consommables informatiques reçus sont conformes au cahier de charges et a formulé la réception des fournitures et consommables informatiques (les PV de réception sont non datés et non numérotés).
- Le paiement a été effectué par des certificats de paiement d'un montant total de 10 000 000 F CFA:
 - Mandat N°1 d'un montant de 7 731 630 F CFA TTC pour le lot N°2.
 - Mandat N°2 d'un montant de 2 268 639 F CFA TTC pour le lot N°1.
 Les chèques de paiements ne sont pas classés
- Les prix proposés par GLOBUS SARL semblent très bien acceptables par ce que son offre pour chaque lot est la moins disant.
- La procédure de passation a-t-elle fait l'objet de recours

Recommandations :

- Prendre le soin de classer toutes les offres
- Procéder à l'ouverture publique des offres. L'ouverture des DRP en séance publique n'est pas une obligation mais constitue une bonne pratique
- Classer obligatoirement le rapport d'évaluation de tout marché
- Documenter la notification de l'attribution de tout marché avec accusé de réception à classer dans le dossier

• TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DU CFP DE NDIAGANIAO

N° T-ACBEP-012 TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE NDIAGANIAO		
Lot	Titulaire	Montant <i>FCFA TTC</i>
TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE NDIAGANIAO	CETAME EQUIPEMENT, Thiaroye face Route des Niayes N°1668	49 795 798

- La DRP est mentionnée dans le PPM transmis à la DCMP.
- La DRP n'a pas fait l'objet de publication spécifique.
- Le délai accordé pour le dépôt des offres est correct. La lettre d'invitation est datée du 05 Mai 2014. La date limite de dépôt des offres a été fixée au 19 Mai 2014 à 10heures.

- La liste et adresse des candidats présélectionnés est la suivante :
 - ✓ CETAME EQUIPEMENT, Thiaroye face Route des Niayes N°1668 (lettre N°00316)
 - ✓ AFRIQUE EQUIP PLUS, Cité SONATEL Ouest villa N°5 DAKAR (lettre N°00317)
 - ✓ EGCT, Villa 260 OuagouNiayes DAKAR (lettre N°00315)
 - ✓ ITCS, Km 13 Bd de la Commune de Dakar- DAKAR (lettre N°00314)
 - ✓ SEGECI, Villa 236 Cité Fougerolles Petit Mbao DAKAT (lettre N°00313)
- Invitation non faite de façon simultanée ; les lettres de la réception de la lettre d'invitation de CETAME EQUIPEMENT et AFRIQUE EQUIPE PLUS sont datées respectivement du 08/05/2014 et 16/05/2014, alors celles de EGCT et ITCS ne sont pas datées. L'accusé de réception de SEGECI n'est pas classé
- Les offres reçues ont été au nombre de cinq (05). Candidats ayant déposé une offre :
 - ✓ EGCT, Villa 260 OuagouNiayes DAKAR
 - ✓ AFRIQUE EQUIP PLUS, Cité SONATEL Ouest villa N°5 DAKAR
 - ✓ ITCS, Km 13 Bd de la Commune de Dakar- DAKAR
 - ✓ SEGECI, Villa 236 Cité Fougerolles Petit Mbao DAKAT
 - ✓ CETAME EQUIPEMENT, Thiaroye face Route des Niayes N°1668
- Les offres des devis estimatifs ont été archivées
- Les offres ont été ouvertes à la date du 19 Mai 2014 à 10H par les membres de la commission des marchés et en séance publique.
- Le marché a été attribué à l'offre évalué conforme la moins disant le 04/06/2014.
- L'ACBEP par notification écrite du 31 Juillet 2014 déclare que l'entreprise CETAME EQUIPEMENT titulaire de la DRP du 14/07/2014 relatif aux travaux d'extension et de réhabilitation du CFP de Ndiagianiao.
- Les candidats non retenus ne sont pas informés des résultats de l'évaluation
- La DRP a fait l'objet d'un contrat de travaux entre l'ACBEP et l'entreprise CETAME EQUIPEMENT. Le contrat est daté du 21 Juillet 2014. Le délai d'exécution est de quatre (04) mois.
- Le PV de réception n'est pas classé dans le dossier
- Le paiement effectué est un décompte N°1 par chèque du Trésor Public N°0175874 d'un montant de 24 839 610 F CFA du 26/11/2014 et payé le 10/12/2014.
- Les prix semblent acceptables vu ceux des concurrents
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

Recommandations :

- Faire la transmission simultanée de la lettre d'invitation pour toute DRP
- Prendre le soin d'informer les candidats non retenus ; c'est une obligation réglementaire.

• **REHABILITATION DU CLAC DE MBORO ET DU THEATRE DE VERDURE DE JOAL**

N° NON FOURNI REHABILITATION DU CLAC DE MBORO ET DU THEATRE DE VERDURE DE JOAL		
Lot	Titulaire	Montant <i>FCFA TTC</i>
REHABILITATION DU CLAC DE MBORO ET DU THEATRE DE VERDURE DE JOAL	GENIE CAP, Avenue Basile SENGHOR KAOLACK	49 805 180F

- La DRP n'est pas mentionnée dans le PPM transmis à la DCMF
- La DRP n'a pas fait l'objet de publication spécifique
- Le délai accordé pour le dépôt des offres est suffisant. La lettre d'invitation est datée du 15 Mai 2014. La date limite de dépôt des offres a été fixée au 05 Juin 2014 à 10heures
- La liste et adresse des candidats présélectionnés est la suivante :
 - GIE LIYENNE, Lot 70 Sud Kasnack – KAOLACK (Lettre N°00363)
 - GIE CHEIKH AL ISLAM, Rue Paul Seignet/Léona – KAOLACK (Lettre N°00364)
 - ETABLISSEMENT YAYE COUMBA, Léona lot 44/A2– KAOLACK (Lettre N°00365)
 - ENTREPRISE GENIE CAP, Avenue Basile D. SENGHOR – KAOLACK (Lettre N°00366)
 - ETABLISSEMENT HASSANE EZZEDINE, Rue des écoles/Léona – KAOLACK (Lettre N°00367)
- Les lettres de la réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés ont été fournies et datées le 16 Mai 2014
- Les offres reçues ont été au nombre de cinq (05). Candidats ayant déposé une offre :
 - GIE LIYENNE, Lot 70 Sud Kasnack – KAOLACK
 - GIE CHEIKH AL ISLAM, Rue Paul Seignet/Léona – KAOLACK
 - ETABLISSEMENT YAYE COUMBA, Léona lot 44/A2– KAOLACK
 - ENTREPRISE GENIE CAP, Avenue Basile D. SENGHOR – KAOLACK
 - ETABLISSEMENT HASSANE EZZEDINE, Rue des écoles/Léona – KAOLACK
- Les offres des devis estimatifs ont été archivées
- Les offres ont été ouvertes à la date du 05 Juin 2014 à 10H par les membres de la commission des marchés.

- Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant le 23/06/2014.
- Par la lettre d'ordre de service N°017/2014 du 22 Septembre 2014, l'entreprise GENIECAP déclare avoir reçu la lettre d'ordre de service N°017/2014 de l'ACBEP le 25/05/2014 et que le délai contractuel prend effet dès notification du présent d'ordre de service.
- La DRP a fait l'objet d'un contrat de travaux entre l'ACBEP et l'entreprise GENIE CAP. Le contrat est daté du 16 Juillet 2014. Le délai d'exécution est de quatre (04) mois.
- Une commission de réception composée
 - Amadou DIOP Chef de projet ACBEP
 - Abdou Kh. NDIAYE Chef de projet ACBEP
 - Alassane WATARA Génie CAP
 - Horace DACOSTA Coordinateur régional CLAC
 - Paul NDIAYE Responsable CLAC
- S'est rendue sur le site le 03/12/2014, en vue de procéder à la réception des travaux du marché (PV de réception technique de la réhabilitation du clac de Joal).
- NB : l'ordre de service N°17/2014 ou il est mentionné que le délai contractuel d'exécution des travaux prend effet dès notification du présent ordre de service du 22/09/2014 pour une durée d'exécution de 4 mois ; la notification est faite le 25/09/2014 alors que le PV de réception provisoire est faite le 03/12/2014 : la commission a constaté la levée des réserves qui sera formulée le 15/01/2014.
- vérifier la conformité de la procédure de réception ;
- La commission a constaté que les travaux étaient réalisés mais a prononcé la réception provisoire avec des réserves mineures déclinées (vitres à remplacer, nettoyage du site et encastrer les grilles).
- Dans le PV de levées des réserves, une commission de réception composée
 - • Gorgui GUEYE DT/ACBEP
 - Amadou DIOP Chef de projet ACBEP
 - • Alassane WATARA Génie CAP
 - • Horace DACOSTA Coordinateur régional CLAC
 - • Paul NDIAYE Responsable CLAC
- S'est rendue sur le site le 15/01/2015, en vue d'examiner la levée des réserves formulées lors de la réception provisoire de travaux de réhabilitation du CLAC de Joal.
- Dans l'intitulé de la DRP, l'ACBEP dit «Réhabilitation du théâtre de verdure de Joal alors dans le PV de réception il dit CLAC de Joal.
- Le PV de réception du CLAC de Mboro n'a pas été fourni
- Le contrat est signé le 16 Juillet 2014 pour un délai d'exécution est de quatre (04) mois alors que le PV de réception technique est daté du 03/12/2014 avec des réserves qui seront levées le 15/01/2015.
- Les paiements effectués par ACBEP à GENIE CAP sont :
 - ✓ Chèque Ecobank N°0686640 du 02/12/2014 reçu le 02/12/2014 d'un montant de 2 178 091 FCFA par Balla MBAYE CNI : 1 755 1976 04813

- ✓ Chèque Ecobank N°0686629 du 23/10/2014 reçu le 23/10/2014 d'un montant de 7 049 320 FCFA par Alassane WATTARA DG GENIE CAP
- ✓ Chèque Ecobank N°0686631 du 14/11/2014 reçu le 14/11/2014 d'un montant de 5 000 000 FCFA par Balla MBAYE CNI : 1 755 1976 04813
- ✓ Chèque du Trésor Public N°0175870 du 17/11/2014 reçu le 26/11/2014 d'un montant de 12 466 478 FCFA par Alassane WATTARA DG GENIE CAP CNI : 1 392 1951 00036

Le Total montant payé est de 26 693 889 F CFA alors que le montant du contrat est 49 805 180 F CFA.

- Les Prix proposés sont acceptables
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

Recommandations :

- Prendre le temps de modifier le PPM avant de passer un marché qui n'y figure pas
- Rendre l'ouverture des plis publique. L'ouverture des DRP en séance publique n'est pas une obligation mais constitue une bonne pratique
- Classer le PV de réception du CLAC de Mboro classé dans le dossier.

7.6.7 Marchés passes par ententes directes :

Aucun marché contrôlé par la mission n'a été passé par la procédure d'entente directe.

7.6.8 Avenants :

Au cours de la gestion 2014, l'ACBEP n'a passé aucun avenant.

7.6.9 Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions)

La mission n'a pas relevé de cas de fractionnements potentiels sur les DRP passées au titre de la gestion 2014.

7.6.10 Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :

L'exécution du PPM par l'ACBEP n'a fait l'objet d'aucun recours ni à titre gracieux, ni de saisine du CRD auprès de l'ARMP.

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

7.6.11 Constats relatifs à l'exécution financière :

Revue des paiements : Le tableau ci-dessous donne l'exécution financière des marchés passés et exécutés par l'agence.

Réf	Objet du marché	Titulaire	Montant du marché F.CFA	Paiements effectués						Total paiements effectués	Solde
				Paiement 1		Paiement 2		Paiement 3			
				Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date		
	Etudes architecturales pour le lycée technique de SANDIARA	NDIOBA ARCHICONS	29 677 000	ND						0	29 677 000
	Travaux d'achèvement du CCR de FATICK	SARRE CONS	74 831 356	41 444 372	18 Juin 2014 chèque N°0175806 du Trésor.					41 444 372	33386984
	Travaux de construction en 5 lots des CFP et CETP de KAOLACK SINTHIOU BAMBANE DIAWARA TOUCAR AGNAM Lot 1	ETPE	235 436 076	ND						0	235 436 076
	Lot 2	EGBTP TOUBA	248 881 284	42 183 268	18/02/2015					42 183 268	206698016

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

Réf	Objet du marché	Titulaire	Montant du marché F.CFA	Paielements effectués						Total paiements effectués	Solde
				Paielement 1		Paielement 2		Paielement 3			
				Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date		
	Lot 3	ETGB	245 826 346	ND						0	245 826 346
	Lot 4	ETK	225 595 221	ND						0	225 595 221
	Lot 5	SEBTPA	235 306 944	47 061 389	19/02/2015					47 061 389	188245555
	Acquisition fournitures de bureaux et consommables informatiques pour l'ACBEP	GLOBUS SARL	10 000 000	7 731 630		2 268 639				10 000 269	+ 269
	Travaux d'extension et de réhabilitation du CFP de NDIAGANIAO	CETAME EQUIPEMENT	49 795 798	24 839 610	chèque du Trésor Public N°0175874 du 26/11/2014					24 839 610	24956188
	Réhabilitation du clac de MBORO et du théâtre de verdure de JOAL	GENIE CAP	49 805 180	2 178 091	Chèque Ecobank N°0686640 du 02/12/2014	7 049 320	Chèque Ecobank N°068662 9 du 23/10/201 4	5 000000 12466 478	Chèque Ecobank N°0686631 du 14/11/2014 Chèque du Trésor Public N°0175870 du 17/11/2014	26693889	23 111 291

Revue des garanties

Garanties de soumission

Le marché passé suivant la procédure d'AOO « TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN 5 LOTS DES CFP ET CETP DE KAOLACK SINTHIOU BAMBANE DIAWARA TOUCAR AGNAM » a fait l'objet d'une garantie de soumission de 5 000 000 F.CFA par lot. Cette garantie de soumission est de 2% du cout prévisionnel du marché. Ces garanties de soumission ont fait l'objet de mainlevée par lettres de restitution en date du 7 juillet 2014

Garanties d'avance de démarrage

Seules les copies de garanties d'avance de démarrage de deux lots sont classées dans les dossiers :

Lot 2 :

Garantie d'avance de démarrage établie par le Crédit Agricole à la date du 30 Janvier 2015 pour le compte de EGBTP dans la limite de 42 183 268 F CFA. Cette garantie s'éteindra dès réception d'une copie du Certificat de paiement intérimaire indiquant que 80% du prix du Contrat a fait l'objet de certificats de paiements.

Lot 5 : Garantie d'avance de démarrage établie par la CBAO à la date du 05 Février 2015 pour le compte de SEBTPA dans la limite de 47 061 388 F CFA. La garantie expire le 05 Février 2016 ou sur réception d'une copie de la présente caution avec la mention *Bon Pour Main Levée*.

Garanties de bonne exécution

Pour le marché « TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN 5 LOTS DES CFP ET CETP DE KAOLACK SINTHIOU BAMBANE DIAWARA TOUCAR AGNAM » les garanties de bonne exécution présentées à la mission sont :

Lot 2 : Garantie de bonne exécution établie par le Crédit Agricole à la date du 30 Janvier 2015 pour le compte de EGBTP dans la limite de 12 444 064 F CFA. Cette garantie s'éteindra 28 jours après la date de délivrance du Certificat de transfert de possession.

Lot 5 : Garantie de bonne exécution établie par la CBAO à la date du 05 Février 2015 pour le compte de SEBTPA dans la limite de 11 765 347 F CFA. La garantie expire le 05 Février 2016.

7.6.12 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique) :**Sélection**

Les marchés suivants de l'ACBEP au titre de la gestion 2014 ont été choisis pour l'audit physique.

Réf du marché	Objet du marché	Type de marché	Mode de passation	Titulaire	Montant F.CFA TTC
T0681/14	Travaux d'achèvement du CCR de FATICK	Travaux	AOR	SARRE CONS	74 831 356
T-ACBEP-012	Travaux d'extension et de réhabilitation du CFP de NDIAGANIAO	Travaux	DRP	CETAME EQUIPEMENT	49 795 798

Travaux effectués

Se reporter au rapport sur l'Audit Physique.

Résultats

Se reporter au rapport sur l'Audit Physique.

8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

8. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS :

Les recommandations formulées par la mission touchent :

- Dispositif organisationnel de la gestion des marchés
- Préparation des marchés
- Passation des marchés
- Exécution des marchés

A la suite des constats faits au cours de la revue, la mission formule les recommandations suivantes

Le tableau ci-dessous fait l'économie des recommandations formulées au terme de la mission de revue.

Constats des non-conformités	Recommandations
8.1 Dispositif organisationnel de la gestion des marchés	
Transmission des copies des déclarations de la charte de la transparence et d'éthique par les membres de la CM et de la CPM à l'ARMP non disponible	L'ACBEP doit veiller à documenter cette transmission
8.2 Préparation des marchés	
DRP non mentionnées dans le PPM transmis à la DCMP.	Devant cette situation, il faut toujours réviser le PPM avant de lancer le marché après publication au niveau du portail par la DCMP.
Lettre d'invitation de DRP non transmise de façon simultanée aux cinq candidats	L'ACBEP veillera à transmettre simultanément les invitations aux cinq candidats invités
8.3 Attribution des marchés	
Non utilisation du formulaire de PV d'ouverture des plis de l'ARMP	La CPM mettra à la disposition de la CM le formulaire dont l'utilisation est obligatoire
Transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires non documentée	La CPM doit veiller à ce que cette transmission soit documentée avec l'élaboration d'un bordereau de transmission
Publication de l'attribution provisoire non documentée	Prévoir dans le budget les frais de publication des avis d'attribution provisoire. Procéder à cette publication conformément à la réglementation.
Délai d'exécution du marché n'a pas été mentionné dans l'avis d'attribution provisoire publié.	L'ACBEP doit éviter cette erreur avec le contrôle en interne de la CPM.

Constats des non-conformités	Recommandations
Non respect du délai de 15 jours entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation	L'ACBEP doit veiller au respect de ce délai. La CPM doit y veiller
Délai observé entre la date de soumission à l'approbation et la date d'approbation effective trop long	L'autorité d'approbation doit approuver les marchés dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande (Art.85 du nouveau code)
Dans la publication de l'avis d'attribution définitive, il n'a pas été mentionné la date de l'attribution provisoire, le numéro du marché et le délai d'exécution	La CPM veillera à ce que ces éléments soient mentionnés dans les avis d'attribution définitive.
Publication de l'attribution définitive non documentée	<p>Prévoir dans le budget les frais de publication des avis d'attribution définitive.</p> <p>Procéder à cette publication conformément à la réglementation.</p>
Information des candidats non retenus non documentée	<p>A la suite de chaque évaluation obligation est faite à l'AC d'informer les candidats non retenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire une lettre - Exiger accusé de réception - Classer dans le dossier
8.4 Exécution des marchés	
Copies des garanties d'avance de démarrage et de bonne exécution de trois lots non classés	La CPM doit veiller à ce classement

9.SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES :

Pour le suivi des recommandations antérieures, l'ACBEP fait des notes de services à appliquer par les différents acteurs. Cependant, l'agence ne dispose pas de plan de mise en œuvre et de suivi de ces recommandations. Le tableau ci-dessous fait le point sur la mise en œuvre des recommandations.

RECOMMANDATIONS AUDIT 2012	EXISTENCE D'UN PLAN DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS		MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS		OBSERVATIONS
	OUI	NON	OUI	NON	
Dispositif Organisationnel					
Nous recommandons à l'Agence de mettre à la disposition des auditeurs l'ensemble des documents demandés dans le cadre de l'audit des marchés publics.		X	X		
AOO					
Nous recommandons à l'Agence transmettre les PV d'ouverture des offres signés par la Commission habilitée aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP		X		X	Il n'existe pas de traçabilité de la transmission aux candidats du PV d'ouverture des plis
Nous recommandons à l'Agence de mettre à la disposition des auditeurs l'ensemble des documents demandés dans le cadre de l'audit des marchés publics.		X	X		
AOR					
Nous recommandons à l'Agence transmettre les PV d'ouverture des offres signés par la Commission habilitée aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP		X		X	Il n'existe pas de traçabilité de la transmission aux candidats du PV d'ouverture des plis

RECOMMANDATIONS AUDIT 2012	EXISTENCE D'UN PLAN DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS		MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS		OBSERVATIONS
	OUI	NON	OUI	NON	
PI					
Nous recommandons à l'Agence transmettre les PV d'ouverture des offres signés par la Commission habilitée aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP		X		X	Il n'existe pas de traçabilité de la transmission aux candidats du PV d'ouverture des plis
Nous recommandons à l'Agence d'émettre une notification écrite aux attributaires des marchés conformément à l'article 85 du CMP		X	X		

10. Statistiques des anomalies

10. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Le tableau ci-dessous donne les statistiques des anomalies relevées par la mission.

Anomalies relevées	Statistiques		Observations
	Nombre	%	
DRP			4
Préparation			
La DRP non mentionnée dans le PPM transmis à la DCMP.	2	50%	
Lettre d’invitation de DRP non transmise de façon simultanée aux cinq candidats	1	25%	
Attribution			
Information des candidats non retenus non documentée	4	100%	
Exécution			Aucune anomalie notée par la mission
AOR			1
Préparation			
Modalités de paiement non indiquées sur la lettre d’invitation comme stipulé à l’article 74.2 du code.	1	100%	
Attribution			
Non utilisation du formulaire de PV d’ouverture des plis de l’ARMP	1	100%	
Transmission du PV d’ouverture des plis aux soumissionnaires non documentée	1	100%	
Publication de l’attribution provisoire non documentée	1	100%	
Publication de l’attribution définitive non documentée	1	100%	
Exécution			Aucune anomalie notée par la mission
AOO			1
Préparation			Aucune anomalie notée par la mission
Attribution			
Non utilisation du formulaire de PV d’ouverture des plis de l’ARMP	1	100%	
Transmission du PV d’ouverture des plis aux soumissionnaires non documentée	1	100%	

Anomalies relevées	Statistiques		Observations
	Nombre	%	
Délai d'exécution du marché n'a pas été mentionné dans l'avis d'attribution provisoire publié.	1	100%	
Non respect du délai de 15 jours entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation	1	100%	
Délai observé entre la date de soumission à l'approbation et la date d'approbation effective trop long	1	100%	
Dans la publication de l'avis d'attribution définitive, il n'a pas été mentionné la date de l'attribution provisoire, le numéro du marché et le délai d'exécution	1	100%	
Exécution			
Copies des garanties d'avance de démarrage et de bonne exécution de trois lots non classés	3	60%	

ANNEXES

ANNEXES :

1.1 Liste des marchés de l'ACBEP exécutés en 2014

N°	PROCEDURE	PROJET	TYPE DE MARCHE	ATTRIBU- TAIRE	MONTANT	DATE D'ATTRIBU- TION
1	DRP	ETUDES ARCHITECTURALES POUR LE LYCEE TECHNIQUE DE SANDIARA	PRESTATIONS INTELLECT	NDIOBA ARCHICON S	29 677 000	02/10/14
2	DRP	ETUDES GEOTECHNIQUES DES TRAVAUX D'EXTENSION DE L'UNIVERSITE DE THIES	PRESTATIONS INTELLECT	LABO SOL	13 747 000	23/01/14
3	AOR	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU CCR DE FATICKμ	TRAVAUX	SARRE CONS	74 831 356	30/01/14
4	DRP	ACQUISITION D'UN LOGICIEL COMPTABLE POUR LE COMPTE DE L'ACBEP	TRAVAUX	ZENITH INTERNAT IONAL	4 378 263	06/03/14
5	AOO	TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN 5 LOTS DES CFP ET CETP DE KAOLACK SINTHIOU BAMBANE DIAWARA TOUCAR AGNAM	TRAVAUX	ETPE: LOT1 EGBTP TOUBA: LOT 2 ETGB :LOT3 ETK :LOT4 SEBTPA: LOT5	235 436 076 248 881 284 245 826 346 225 595 221 235 306 944	23/04/14
6	AOO	RECRUTEMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE POUR LE COMPTE DE L'ACBEP	PRESTATIONS INTELLECT	PREVOYA NCE ASSURAN CE	37 192 960	24/04/14
7	AOO	CONSTRUCTION CITES DES ENSEIGNANTS BAMBEY ET ZIGUINCHOR EN 2 LOTS	TRAVAUX	LOT 1 : EBTP PAPALO LOT 2: COSEF	258 106 319 324 463 835	25/04/14

N°	PROCEDURE	PROJET	TYPE DE MARCHÉ	ATTRIBU-TAIRE	MONTANT	DATE D'ATTRIBU-TION
8	AOO	TRAVAUX ACHEVEMENT DE DEUX BATIMENTS POUR HEBERGEMENT ETUDIANTS A L'UASZ	TRAVAUX	KANDJI ET FRERES	210 851 614	29/04/14
9	DRP	ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DELOCALISE DE L'UASZ A KOLDA	PRESTATIONS INTELLECT	A2M	29 500 000	12/05/14
10	AOO	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN MUR DE CLOTURE POUR LE CENTRE DELOCALISE DE L'USSK A GOSSAS	TRAVAUX	EKF	103 377 936	16/05/14
11	DRP	ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DELOCALISE DE L'UGB A GUEOUL	PRESTATIONS INTELLECT	A2M	29 600 000	21/05/14
12	DRP	ACQUISITION FOURNITURES DE BUREAUX ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES POUR L'ACBEP		GLOBUS SARL	10 000 000	26/05/14
13	DRP	TRAVAUX DE REHABILITATION DU CLAC DE DABO	TRAVAUX	ENTREPRI SE TOUBA SALOUM	24 974 700	28/05/14

N°	PROCEDURE	PROJET	TYPE DE MARCHÉ	ATTRIBU-TAIRE	MONTANT	DATE D'ATTRIBU-TION
14	DRP	ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE 10 SALLES DE COURS ET 10 SALLES DE TD/TP POUR LES UFR CRAC ET IPLS DE L'UGB	PRESTATIONS INTELLECT	A2M	29 000 000	30/05/14
15	DRP	TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DU CFP DE NDIAGANIAO	TRAVAUX	CETAME EQUIPEME NT	49 795 798	04/06/14
16	DRP	ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'ISEP DE MATAM	PRESTATIONS INTELLECT	ART	28 910 000	05/06/14
17	DRP	ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION 2 UFR A L'UNIVERSITE DU SENEGAL ORIENTAL DE TAMBACOUNDA	PRESTATIONS INTELLECT	ART	28 320 000	11/06/14
18	DRP	REHABILITATION DU CLAC DE MBORO ET DU THEATRE DE VERDURE DE JOAL	TRAVAUX	GENIE CAP	49 805 180	24/06/14
19	DRP	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DE L'IRTSS DE FATICK	TRAVAUX	GTC	25 998 010	09/07/14
20	DRP	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN MUR DE CLOTURE POUR LA CITE DES ENSEIGNANTS DE DAKAR	TRAVAUX	TOMASSI	49 601 536	16/07/14

N°	PROCEDURE	PROJET	TYPE DE MARCHÉ	ATTRIBU-TAIRE	MONTANT	DATE D'ATTRIBU-TION
21	AOO	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CITE DES ENSEIGNANTS DE THIES	TRAVAUX	BEMS	286 953 176	17/07/14
22	AOO	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES ENO DE DIOURBEL, FATICK, KOLDA ET TAMBACOUNDA	TRAVAUX	KEBEKHEW EUL BF TRADING EBTP PAPALO OMNIBAT	229 935 169 283 837 714 299 306 228 365 374 873	25/07/14
23	DRP	ETUDES ET SUIVI DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'IRTSS DE DKR	PRESTATIONS INTELLECT	A2M	16 000 000	04/08/14

24	DRP	TRAVAUX DE REHABILITATION IRTSS DE DAKAR	TRAVAUX	EGECFOR	49 800 013	07/08/14
25	AOR	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN MUR DE CLOTURE POUR LE LYCEE TECHNIQUE DE SANDIARA	TRAVAUX	SARRE CONS	298 493 056	12/08/14
26	DRP	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA BRIGADE DE SURVEILLANCE DE KAOLACK (DSCOS)	TRAVAUX	CENTRAL E NEGOCE	49 889 515	18/08/14

1.2 Réponses de l'autorité Contractante :

Constats des non-conformités	Recommandations	Réponses de l'autorité contractante
1.2.1 Dispositif organisationnel de la gestion des marchés		
Transmission des copies des déclarations de la charte de la transparence et d'éthique par les membres de la CM et de la CPM à l'ARMP non disponible	L'ACBEP doit veiller à documenter cette transmission	Les déclarations de la charte de transparence et d'éthique par les membres de la CM et de la CPM sont transmises à la DCMP. L'ACBEP veillera à transmettre les copies à l'ARMP.
1.2.2 Préparation des marchés		
DRP non mentionnées dans le PPM transmis à la DCMP.	Devant cette situation, il faut toujours réviser le PPM avant de lancer le marché après publication au niveau du portail par la DCMP.	L'ACBEP assure la maîtrise d'ouvrage pour le compte d'autres structures. Les projets sont inscrits à temps dans le PPM après expression des besoins des maîtres d'ouvrage. Cependant, les maîtres d'ouvrage ne donnent pas simultanément leurs besoins et le programme détaillé des projets. Cet état de fait est l'origine du débordement d'une procédure d'une année à l'autre. Dans tous les cas, l'ACBEP veillera à actualiser le PPM dans ce cas.
Lettre d'invitation de DRP non transmise de façon simultanée aux cinq candidats	L'ACBEP veillera à transmettre simultanément les invitations aux cinq candidats invités	Les lettres d'invitation sont transmises en même temps. La cause du retard dans l'accusé de réception se trouve au niveau de la disponibilité et de la présence du destinataire.

1.2.3 Attribution des marchés		
Non utilisation du formulaire de PV d'ouverture des plis de l'ARMP	La CPM mettra à la disposition de la CM le formulaire dont l'utilisation est obligatoire	Le formulaire de PV d'ouverture des plis de l'ARMP n'est pas disponible sur le portail des marchés publics. L'ACBEP s'adressera à l'ARMP pour disposer du modèle.
Transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires non documentée	La CPM doit veiller à ce que cette transmission soit documentée avec l'élaboration d'un bordereau de transmission	A l'ouverture des plis, l'ACBEP met à la disposition des représentants des soumissionnaires et des membres de la commission des marchés un registre de présence à signer. A la fin de la séance, les représentants des soumissionnaires et les membres de la commission signent ensemble le PV d'ouverture des plis. Les copies des PV sont remises séance tenante à ceux-ci. Les signatures sur les PV font office d'accusé de réception (voir exemplaire PV ci-joint). En plus de cela, l'ACBEP veillera à transmettre ce PV avec un bordereau de transmission.
Publication de l'attribution provisoire non documentée	Prévoir dans le budget les frais de publication des avis d'attribution provisoire. Procéder à cette publication conformément à la réglementation.	L'ACBEP a inscrit dans son budget 2015 une ligne budgétaire pour les frais de publication. Les publications sont conformes à la réglementation.
Délai d'exécution du marché n'a pas été mentionné dans l'avis d'attribution provisoire publié.	L'ACBEP doit éviter cette erreur avec le contrôle en interne de la CPM.	L'ACBEP prend acte et veillera à ce que les délais d'exécution figurent dans les avis de publication.
Non respect du délai de 15 jours entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation	L'ACBEP doit veiller au respect de ce délai. La CPM doit y veiller	La CPM veillera au respect de ce délai.
Délai observé entre la date de soumission à l'approbation et la date d'approbation effective trop long	L'autorité d'approbation doit approuver les marchés dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande (Art.85 du nouveau code)	Les marchés sont transmis au MEFP pour approbation. Compte tenu parfois des lenteurs administratives, les délais sont parfois longs. Il faut noter également que des marchés soient attribués et que les décisions de versement des fonds soient tardivement prises par les ministères concernés par les programmes de construction.

		Dans ces cas, la procédure est retardée par l'absence d'attestations d'existence des crédits qui constitue une pièce essentielle avant approbation.
Dans la publication de l'avis d'attribution définitive, il n'a pas été mentionné la date de l'attribution provisoire, le numéro du marché et le délai d'exécution	La CPM veillera à ce que ces éléments soient mentionnés dans les avis d'attribution définitive.	La CPM veillera à ce que la date d'attribution provisoire, le numéro du marché et le délai d'exécution figurent dans les avis d'attribution définitive.
Publication de l'attribution définitive non documentée	<p>Prévoir dans le budget les frais de publication des avis d'attribution définitive.</p> <p>Procéder à cette publication conformément à la réglementation.</p>	L'ACBEP a inscrit dans son budget 2015 une ligne budgétaire pour les frais de publication.
Information des candidats non retenus non documentée	<p>A la suite de chaque évaluation obligation est faite à l'AC d'informer les candidats non retenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire une lettre - Exiger accusé de réception - Classer dans le dossier 	<p>A la suite de chaque évaluation, après avis de non objection de la DCMP sur l'attribution provisoire, l'ACBEP adresse aux candidats non retenus une lettre pour les informer que leurs offres n'ont pas été retenues et les retourne par la même occasion les garanties de soumission. Les accusés de réception datés et signés figurent sur les copies des lettres.</p> <p>Les copies des lettres sont par la suite archivées dans le dossier (voir exemplaire de lettre ci-joint).</p> <p>L'attributaire provisoire retenu est informé par la même occasion et le même canal (voir exemplaire ci-joint).</p>
1.2.4 Exécution des marchés		
Copies des garanties d'avance de démarrage et de bonne exécution de trois lots non classés	La CPM doit veiller à ce classement	<p>Les copies des garanties d'avance de démarrage et de bonne exécution des trois lots, au moment de la revue, étaient en cours d'exploitation. Présentement ces pièces ont été classées après étude et avant paiement de l'avance de démarrage et établissement de l'ordre de service de démarrage.</p>